

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2018

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

## MÉKONG

La croissance économique de l'Asie  
du Sud-Est ne profite pas à tous

## KOSOVO

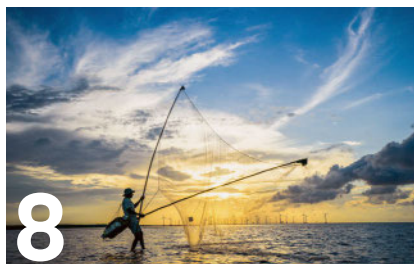
Les rapports difficiles avec  
la minorité serbe

## DES FRONTIÈRES FLOUES

L'aide humanitaire et la coopération  
au développement constituent  
deux domaines distincts, mais  
vont de pair selon les ONG



## DOSSIER MÉKONG



8

### Un essor au prix fort

L'Asie du Sud-Est se trouve sur la voie de la croissance, mais les conséquences sur l'environnement et les populations locales sont lourdes.

13

### Dialogue sur les eaux du Mékong

La coordination des différents intérêts autour du fleuve représente l'un des plus grands défis que doit relever la région.

15

### « Nous devons nous réinventer »

Entretien avec la Cambodgienne Thida Khus, de l'ONG Silaka qui renforce la société civile et promeut les droits des femmes.

17

### Pas de coopération sans le gouvernement

La Suisse soutient un projet au Laos qui, en tenant compte du régime autoritaire, favorise l'engagement citoyen et l'État de droit.

19

### Faits et chiffres

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS KOSOVO



20

### La minorité contestataire du Kosovo

Dix ans après son indépendance, ce petit État demeure inachevé : sa reconnaissance internationale et l'intégration de la minorité serbe constituent des priorités.

24

### Sur le terrain avec...

Bernhard Soland, directeur adjoint du bureau de coopération au Kosovo, évoque l'accès à l'eau potable et aux soins.

25

### À la conquête des cimes

L'alpiniste kosovare, Uta Ibrahim, encourage ses compatriotes à gravir leurs propres sommets.

## DDC



26

### Les produits de niche : une chance à saisir

Les succès agricoles suisses s'exportent en Europe de l'Est et dans le Caucase.

29

### Des pépites d'or durables

Avec le soutien de la Suisse, la Mongolie améliore les conditions sociales des mineurs.

31

### Agenda 2030 : la Suisse sur la bonne voie

Berne a déjà pris plusieurs mesures pour atteindre les Objectifs de développement durable adoptés par l'ONU.

## FORUM



34

### Aide humanitaire versus coopération au développement

Les frontières entre les deux domaines se révèlent toujours plus floues.

37

### Le pont des toxicomanes

Carte blanche : chaque jour, en traversant le pont Puli Sukhta, Sharbanoo Sadat se retrouve transportée dans des films de zombies.

## CULTURE



38

### Les arts tatars au service de la paix

Les traditions culturelles des Tatars de Crimée, notamment les danses folkloriques, contribuent à l'équilibre des communautés.

3 Éditorial

4 Périscope

33 DDC interne

41 Service

43 Coup de cœur avec Lucas Niggli

43 Impressum

# UN CHEMIN: NON PAS LE PLUS COURT, MAIS LE PLUS DURABLE



Récemment, le directeur d'une organisation caritative suisse m'a envoyé un livre au titre résolument provocateur: *Früher war alles schlechter* («Autrefois, tout était pire»). Quelques semaines plus tôt, lors d'un trajet en train dans le nord de l'Inde, nous avons médité sur l'état du monde. Pour l'humanité dans son ensemble, notre «bilan intermédiaire» était positif. Par cet ouvrage, mon compagnon de voyage voulait certainement me dire que nous n'étions pas seuls devant ce constat.

En effet, à en croire les statistiques, jamais l'humanité n'a connu d'aussi bonnes conditions. Il y a 50 ans, plus de la moitié de la population subissait l'extrême pauvreté. Aujourd'hui, cette proportion a diminué à 10%, une part du mérite revenant sans aucun doute à la coopération internationale. Bien entendu, ces chiffres n'offrent aucune consolation aux millions de personnes qui vivent encore en dessous du seuil de pauvreté ou sont touchées par les guerres civiles.

Le bilan est plus nuancé en ce qui concerne l'état de la démocratie dans le monde. Il est délicat de traduire celle-ci en chiffres. De mémoire d'homme, la situation de l'humanité en matière de droits démocratiques n'a, elle aussi, probablement jamais été aussi bonne. Les temps sont, pourtant, difficiles: l'an dernier, les droits civils et politiques ont progressé dans 36 pays, alors qu'ils ont reculé dans 67 États.

Une certitude: dans de nombreux pays, les organisations de la société civile, internationales et locales, ont vu dernièrement leur capacité d'action restreinte par l'État. La DDC entend contrecarrer cette évolution pré-

occupante à la faveur du dialogue politique avec les gouvernements concernés.

De nos jours, la démocratie doit s'affirmer davantage face à d'autres formes de régime. Elle se mesure par ses résultats, soit sa capacité à offrir aux citoyens une prospérité économique et une sécurité plus grandes. Les autocrates, eux, donnent l'illusion d'être efficaces à court terme.

Les processus démocratiques portent leurs fruits. Les divers projets menés par la DDC dans le monde entier le prouvent. Au Laos, par exemple, la coopération suisse soutient les communes dans leurs planifications: lors d'assemblées, la population décide des priorités locales en matière de services publics - eau, soins médicaux, transports - et choisit les meilleures propositions. Sur le terrain, j'ai pu constater que, presque partout, ce sont les idées des femmes qui s'imposent.

Dans les études sur l'état de la démocratie dans le monde, l'impact de tels premiers pas vers une démocratie directe dépend largement de la façon dont il est mesuré. Pour ceux qui vivent ces approches locales comme une victoire, elles n'en sont pas moins précieuses. Elles nous confortent, par ailleurs, dans l'idée que, si la participation n'est peut-être pas toujours le chemin le plus court vers la prise de décision, elle est au bout du compte la voie la plus durable.

*Manuel Sager*  
Directeur de la DDC



© appsandgirls.com

## APPS & GIRLS

(cz) L'entreprise sociale Apps and Girls Foundation apprend aux jeunes filles de Tanzanie à créer des sites Internet, des applications et des jeux. Le programme entend ainsi réduire les inégalités de genre dans le secteur des technologies et encourager les jeunes à trouver des solutions numériques aux problèmes de leur communauté. Plus de 1900 adolescentes ont déjà bénéficié d'une formation en programmation et en gestion d'entreprise. Des programmes de mentorat ou des activités de vacances, comme des *hackathons* (rassemblements de développeurs) ou des stages, sont également proposés. « Les jeunes filles ont désormais acquis les capacités et la confiance nécessaires pour insuffler des changements dans leur communauté », relève la fondatrice de l'entreprise, Carolyne Ekyarisiima. Elle a lancé ce projet en 2013, dans son propre salon, avec des ordinateurs de seconde main et vingt élèves. Début 2018, sa société a reçu le prix « Innovator of the Year Award », décerné par l'Aid & International Development Forum.

## PALUDISME : TEST DE DÉPISTAGE RAPIDE ET BON MARCHÉ

(jlh) Quelque 2,7 milliards de dollars ont été investis en 2016 dans la lutte contre le paludisme, selon l'Organisation mondiale de la santé. Pourtant, la maladie a tué la même année près de 500 000 personnes, dont plus de 90% en Afrique. Plus le diagnostic est précoce, meilleures sont les chances de guérison. Les tests sont donc essentiels. Des chercheurs brésiliens ont mis au point un nouveau procédé avec un bout de papier, similaire à celui permettant de vérifier une grossesse. Il sert à dépister les cas particulièrement sévères, notamment en Afrique et en Amérique du Sud. Le résultat tombe 30 minutes après le contact du bout de papier avec un échantillon de sang ou de salive. Il fallait, avec les tests précédents, patienter deux à dix jours. Les coûts de production actuels s'élèvent à cinquante cents par unité et devraient continuer à diminuer avec l'augmentation des volumes. Grâce à son prix relativement bas et à sa facilité d'utilisation, le test se révèle particulièrement adapté aux personnes vivant dans les régions pauvres et reculées.

## VASTE OPÉRATION VERTE AU RWANDA

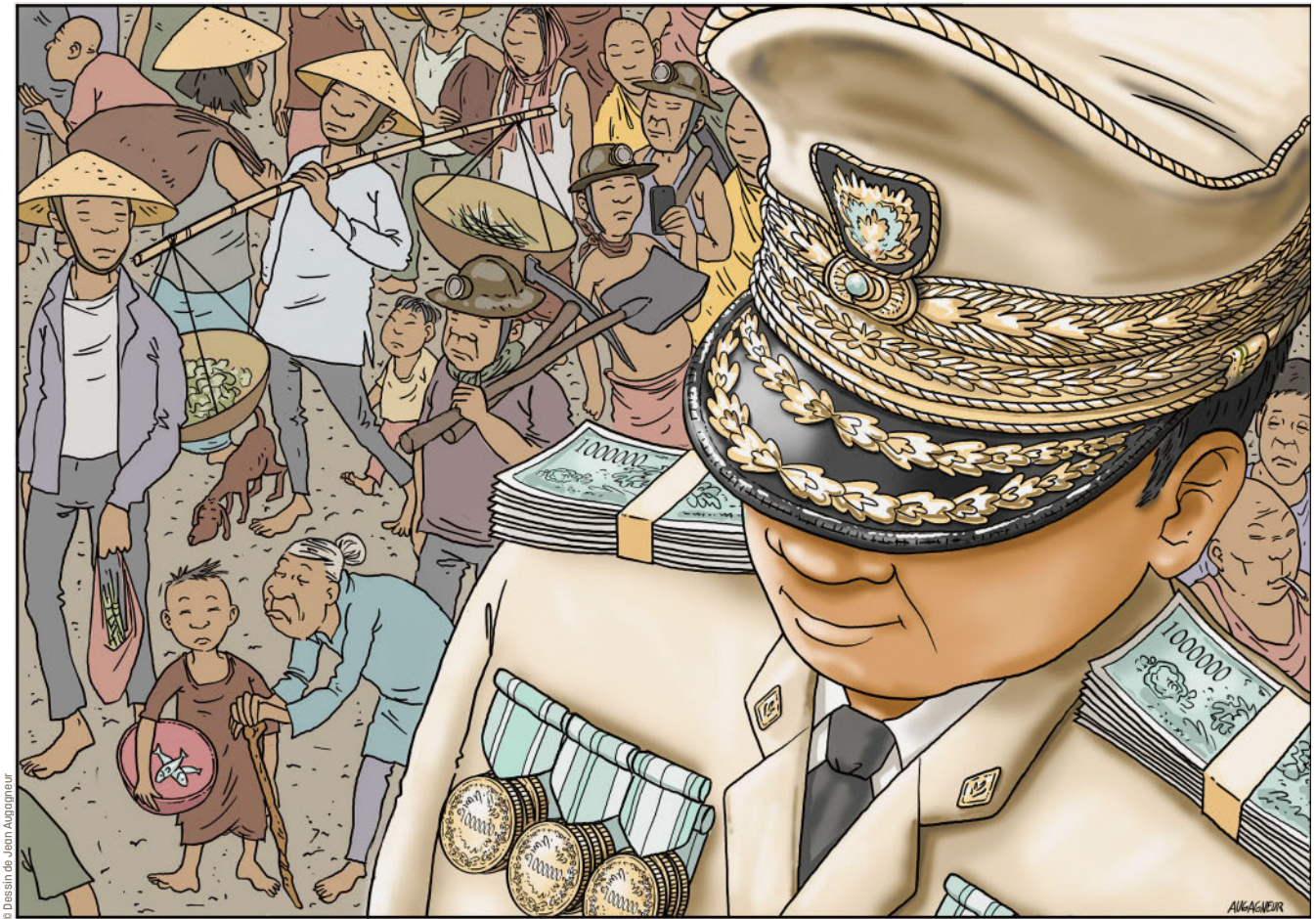
(cz) Le Rwanda lance la plus grande campagne de lutte contre le réchauffement climatique de son histoire. Par le passé, la « Suisse de l'Afrique » a souvent été victime de catastrophes naturelles, telles que des inondations ou des glissements de terrain. Les experts prévoient une hausse de ce genre d'événements sous l'effet du changement climatique. Des projets pour mieux gérer les terres et les forêts, réduire les émissions et améliorer l'efficacité énergétique vont être lancés dans le district de Gicumbi, au nord du pays. Quelque 400 000 personnes doivent en profiter directement ou indirectement. L'investissement se monte à 33 millions de dollars, versés par le gouvernement et le Fonds vert pour le climat. Ce mécanisme financier de l'ONU soutient des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.

## OPHTALMOLOGUES COMPÉTENTS



© chm

(jlh) Même dans les pays les plus pauvres, de nombreux cas de cécité pourraient être évités si les opérations nécessaires étaient effectuées à temps et avec compétence. C'est précisément dans ce but que l'institution Fundación Vision gère une clinique ophtalmologique au Paraguay depuis 2013. Celle-ci est dotée d'un équipement moderne et son personnel bénéficie de formations régulières grâce au soutien de la Mission chrétienne pour les aveugles et de la société d'optique Zeiss. L'an dernier, près de 5000 patients y ont été opérés de la cataracte. Les trois organisations sont actuellement en train de mettre sur pied un centre de formation afin d'inculquer à plus de spécialistes les techniques modernes d'opération et de soins. Les cours sont ouverts aux médecins de toute l'Amérique du sud. Si les patients n'ont pas les moyens de payer l'intervention, les frais sont pris en charge par Fundación Vision.



© Dessin de Jean Auvagnier

AUVAGNIER

### PILOTER À DISTANCE L'IRRIGATION DE SES CHAMPS

(zs) Fini l'arrosage manuel et le gaspillage de l'eau. Informaticien nigérien et fils de paysans, Abdou Maman Kané a développé, via sa société Tech-Innov, un système de télé-irrigation pour alléger et améliorer le travail des agriculteurs. Le procédé n'est pas sorcier. Un boîtier, muni d'une puce pour téléphonie mobile, est connecté au réseau de canalisations installé dans les champs. Pour l'activer, l'agriculteur compose un simple code sur son téléphone et l'entreprise ajuste les quantités grâce aux données transmises par des nanocapteurs. Une application permet, en outre, de recueillir en temps réel et à distance les informations météorologiques et hydrologiques. Les avantages sont multiples : gains de temps et d'énergie, hausse de la superficie irrigable, amélioration de la production, du revenu et de la gestion des ressources naturelles en sont quelques-uns. Abdou Maman Kané, visage de l'innovation au Niger, se dit convaincu que sa technologie peut contribuer à réduire l'extrême pauvreté et les gaz à effet de serre.

risés à circuler sur les routes du pays. D'ici à cette date, le moteur à combustion devrait être banni du deuxième pays le plus peuplé de la planète. Motifs : des coûts d'importation (environ 88 milliards de dollars par an) et des émissions trop élevées. Avec, à la clé, la création d'emplois. En accélérant le passage au véhicule électrique, le gouvernement prévoit d'économiser 60 milliards de dollars par an en frais d'importation sur le pétrole et, dans le même temps, de réduire les émissions d'une gigatonne. Un bol d'air bienvenu pour la population. Afin de rendre la mesure financièrement intéressante pour les communes, New Delhi a lancé le projet «Fast Adoption and Manufacturing of Electric Vehicles». Ainsi, les villes comptant plus d'un million d'habitants recevront d'importantes subventions de l'État si elles atteignent les objectifs fixés par le gouvernement.

### L'INDE MISE SUR LA VOITURE ÉLECTRIQUE

(bf) Au printemps dernier, le gouvernement indien a décidé que, dès 2030, seuls les véhicules électriques seront auto-



# DOSSIER MÉKONG

---

**UN ESSOR AU PRIX FORT** PAGE 8  
**DIALOGUE SUR LES EAUX DU MÉKONG** PAGE 13  
**« NOUS DEVONS NOUS RÉINVENTER »** PAGE 15  
**PAS DE COOPÉRATION SANS LE GOUVERNEMENT** PAGE 17  
**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 19



# UN ESSOR AU PRIX FORT

L'Asie du Sud-Est se trouve en pleine croissance. Son économie a progressé de plus de 5% en moyenne l'an dernier, mais les conséquences sur la nature, l'environnement et la population locale sont lourdes. Sans compter les tendances autocratiques des chefs de gouvernement qui se renforcent, en leur faveur et celle d'un cercle de privilégiés restreint. Des tendances ni durables ni équitables.

Texte : Karin Wenger\*

Phyo Win est pêcheur. Il n'a ni eau courante ni électricité et ses revenus sont maigres. Mais, depuis deux ans, il possède un smartphone qu'il rembourse par mensualités de 40 centimes. Cet appareil a amélioré son existence,

estime le Birman, qui habite une hutte en bambou au bord d'une petite rivière à la campagne. « Désormais, si j'ai du poisson, j'appelle mes clients et vends au plus offrant. » Au Myanmar, le smartphone symbolise le développement

économique et politique du pays. L'ouverture de cet État sur ces deux plans a débuté en 2011, suivie de près par celle de l'industrie des télécommunications. Il y a quelques années, seule une petite élite pouvait s'offrir un smartphone.





Une carte SIM coûtait à l'époque jusqu'à 2000 dollars. Aujourd'hui, on en trouve pour 1,50 dollar et Facebook relaie les commérages des villages. Ce n'est pas sans risque. Avant les élections de novembre 2015, l'armée a fait arrêter plusieurs utilisateurs du réseau social, critiques à son égard. Des conflits religieux et ethniques couvent en de nombreux endroits à travers le pays, attisés par les appels à la haine publiés sur Facebook. Si les Birmans sont désormais nombreux à posséder un smartphone, seuls 30% de la population bénéficient aujourd'hui de l'électricité sans interruption, selon la Banque mondiale.

### Influence de l'armée

Malgré l'élection d'Aung San Suu Kyi et de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), les gros investisseurs occidentaux se font désirer et la croissance économique se révèle moins rapide

qu'escompté. Deux raisons à ce lent décollage: les décisions erratiques du gouvernement et l'image écornée de la dirigeante birmane en Occident, après la crise des Rohingyas. Par ailleurs, les généraux conservent une influence considérable sur la politique comme sur l'économie, avec des effets néfastes pour les minorités ethniques et le processus de paix.

Dans l'État de Kachin par exemple, c'est l'armée qui veille sur le trésor national: des mines de jade et de pierres précieuses. La minorité ethnique des Kachins revendique aussi le contrôle des matières premières, au cœur d'une guerre civile qui dure depuis des décennies. Pour l'armée, le marché se chiffre en milliards. En 2014, le commerce de jade lui a rapporté 31 milliards de dollars, soit presque la moitié de la performance économique officielle du pays, selon l'ONG internationale Global Witness. Les bénéficiaires sont directement empêchés par les exploitants miniers, c'est-à-dire les généraux et leurs partenaires commerciaux, peu enclins à restituer les gisements pour apaiser la population locale.

### Le Vietnam: un modèle ?

Au Vietnam, ce ne sont pas les généraux qui tirent les ficelles du pouvoir, mais les cadres du parti communiste unique. Ils sont, d'ailleurs, fiers de la solide croissance du pays, celle-ci dépassant 6%. Voici vingt ans, ce dernier était encore l'un des plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Près de la moitié de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, contre moins de 5% aujourd'hui. Le gouvernement a encouragé l'ouverture ainsi que le commerce et les investissements étrangers. Dans le même temps, les coûts salariaux grimpaient en Chine, ce qui a poussé de nombreuses entreprises étrangères à transférer leurs sites de production de vêtements, de chaussures et d'équipements électroniques au Vietnam.

À quelques kilomètres seulement de la capitale cambodgienne Phnom Penh, la croissance économique du pays est à peine perceptible.

© Joerg Modrow/laif

### CROISSANCE ÉCONOMIQUE VERSUS CROISSANCE VERTE

Si l'Asie du Sud-Est a enregistré une forte hausse de son activité économique l'an dernier, ses progrès environnementaux restent maigres. La croissance verte comprend des critères visant à soutenir le bien-être de la population et l'équité sociale, tout en atténuant les risques écologiques et les problèmes de limitation des ressources. Elle suppose une utilisation durable des ressources naturelles, conciliée avec la réduction de la pauvreté. Dans la région du Mékong, l'essor économique repose en grande partie sur une surexploitation des richesses minières, au détriment de la biodiversité. Une déforestation rapide libère des terres pour l'agriculture et la monoculture destinée à produire de l'huile de palme ou du caoutchouc. Des organisations actives dans les domaines de l'environnement et du développement durable telles que le WWF exigent que la croissance soit évaluée moins selon des critères purement économiques, mais plus environnementaux.



Celui-ci connaît aussi un essor touristique. En 2017, il a accueilli près de treize millions de visiteurs: un record dangereux pour l'environnement, selon Hai Ho. Ce jeune entrepreneur a lancé la plate-forme Triip.me, une sorte d'Uber pour guides touristiques amateurs. D'après lui, cette expansion nuit au pays: «Les hôteliers font abattre des forêts pour construire leurs complexes. Une partie de la forêt de Da Nang, pourtant protégée, n'a pas été épargnée. Un grand groupe envisage même de rendre la grotte Son Doong, la plus vaste gallerie souterraine du monde, accessible par télécabine. Mais nous ne sommes pas préparés à un tourisme de masse.»

Sur le papier, le Vietnam demeure une république socialiste, mais bien peu

d'éléments rappellent l'idéal socialiste dans le pays. Les cadres du parti possèdent des voitures de luxe allemandes, McDonald's et consorts vendent leurs hamburgers et l'iPhone incarne la réussite sociale. Viennent s'ajouter des faits inquiétants: le Vietnam figure parmi les lanternes rouges de l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International et la situation des droits humains ne s'avère pas plus réjouissante.

### Violences policières

Les dissidents politiques risquent la prison: la plupart d'entre eux sont accusés de porter atteinte aux libertés démocratiques. Expropriations et violences poli-

cières sont monnaie courante, au nom du développement du pays.

Bien souvent, le gouvernement préfère le profit immédiat au développement durable. En témoigne l'affaire Formosa Ha Tinh Steel. Ce producteur d'acier taïwanais, l'un des plus gros investisseurs étrangers au Vietnam, a déversé dans la mer, en avril 2016, les eaux usées de son usine sise sur la côte. L'opération a tué 100 tonnes de poissons, intoxiqué – parfois mortellement – des riverains et contaminé 200 kilomètres de côtes. Or, Hanoï a protégé l'entreprise plutôt que la population. Ce n'est qu'après des mois que Formosa Ha Tinh Steel a reconnu sa responsabilité et versé des indemnités. Celles-ci sont arrivées trop tard: la plupart des gens étaient partis depuis

## ENGAGEMENT ET STRATÉGIE DE LA DDC LE DÉVELOPPEMENT TRANSFRONTALIER

(cz) À tous égards, le Cambodge, le Myanmar, le Laos et le Vietnam sont à la traîne par rapport aux six autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). La stratégie de coopération de la DDC dans la région du Mékong vise à combler ce retard de développement. Cette dernière peut se prévaloir d'une longue tradition dans la région. Elle a entamé ses activités avec le Vietnam en 1968, tandis que la coopération bilatérale formelle a débuté en 1992. Cet État, considéré désormais comme pays à revenu intermédiaire, ne figure plus dans le programme de réduction de la pauvreté depuis 2016. La coopération suisse a ouvert, en 2006, un bureau au Laos, lequel coordonne aujourd'hui le programme régional pour le Mékong, et un autre au Cambodge en 2013.

La stratégie de coopération régionale de la DDC au Mékong concerne le Cambodge, le Laos ainsi que des projets régionaux et supranationaux au Myanmar et au Vietnam.

«Au Laos, au Cambodge et au Myanmar, les défis sont très similaires», explique Franziska Freiburghaus, cheffe de la Division Asie de l'Est à la DDC. L'écart entre riches et pauvres demeure important et la pauvreté largement répandue, en particulier au sein de la population rurale et des minorités ethniques. Ces trois pays, qui ont tous connu de violents conflits par le passé, exploitent le fleuve Mékong.

### Agriculture et formation professionnelle

L'objectif principal de la Suisse, dans la région, est de réduire la pauvreté et d'encourager un développement équitable et durable. Pour ce faire, son action se concentre sur la gouvernance locale, l'agriculture et la formation professionnelle. Menant de nombreux projets nationaux, la DDC favorise également, lorsque cela s'y prête, une approche régionale des processus de réforme et de développement. Son soutien à la

Mekong River Commission, soucieuse d'une exploitation durable du fleuve, en est un exemple (voir page 13).

L'influence croissante de la Chine et le primat du développement économique entravent, toutefois, ces activités. «Nous devons travailler avec des gouvernements de moins en moins démocratiques, tout en tenant compte des besoins de la société civile», relève Franziska Freiburghaus. Le mieux est d'agir de façon décentralisée, dans des domaines comme l'agriculture ou la formation professionnelle. «Des questions politiques telles que la participation citoyenne ou les droits humains peuvent mieux y être traitées. Les autorités compétentes ont tout intérêt à ce que leur secteur se développe.» ■



longtemps chercher du travail ailleurs. Aujourd'hui, la société a repris ses activités et tout protestataire risque l'emprisonnement.

## Déforestation au Cambodge et au Laos

En Asie du Sud-Est, les effets dévastateurs d'une croissance vigoureuse s'observent dans chaque pays ou presque. Au Cambodge, la surface de forêts tropicales abattues entre 2001 et 2014 équivaut à plus du tiers de la Suisse. Cette déforestation n'aurait pas été possible sans l'aval du gouvernement. La situation est similaire au Laos: les forêts tropicales sont détruites et les fleuves endigués, sans égard envers l'écosystème et les communautés fluviales locales.

Tous ces États ont en commun des régimes autocratiques: une tendance qui fait école dans toute l'Asie du Sud-Est et va de pair avec une perte d'influence de l'Occident, alors que celle de la Chine augmente. Dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie, Pékin

construit des ports, des autoroutes et des aéroports partout en Asie. Autant de projets d'infrastructure qui n'obéissent pas à des critères fondés sur le respect du droit et de l'environnement, contrairement aux programmes occidentaux. Pour les régimes locaux, ces chantiers constituent une vitrine bienvenue. Là encore, le succès immédiat passe avant la gestion des problèmes et des dépendances à long terme.

## Emprise chinoise: l'Occident face au dilemme

Ces projets pharaoniques ne sont pas gratuits. Ils poussent de plus en plus de pays bénéficiaires à s'endetter et s'imposent sans tenir compte des enjeux écologiques ainsi que des intérêts des populations locales. La Chine a, par exemple, construit un port au sud du Sri Lanka qui, croulant sous les dettes, lui a accordé une concession en retour. L'infrastructure est utilisée, pour l'heure, à des fins civiles, mais des activités militaires n'y sont pas exclues ultérieurement.

## LES PAYS DU MÉKONG

### Vietnam

95 millions d'habitants  
PIB/habitant: 2170 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 6,2%  
Espérance de vie: 76 ans

### Laos

7 millions d'habitants  
PIB/habitant: 2339 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 7%  
Espérance de vie: 67 ans

### Cambodge

16 millions d'habitants  
PIB/habitant: 1270 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 7%  
Espérance de vie: 69 ans

### Thaïlande

69 millions d'habitants  
PIB/habitant: 5911 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 3,2%  
Espérance de vie: 75 ans

### Myanmar

53 millions d'habitants  
PIB/habitant: 1196 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 5,9%  
Espérance de vie: 67 ans

### Chine

1,379 milliard d'habitants  
PIB/habitant: 8123 dollars  
Croissance annuelle du PIB: 6,7%  
Espérance de vie: 76 ans

Source: Banque mondiale, 2016

## SAUVER LES DAUPHINS D'EAU DOUCE

Le déclin des dauphins de l'Irrawaddy dans les eaux du Mékong a pu être enrayer. Alors qu'ils étaient encore 200 au Cambodge en 1997, leur nombre est tombé à 80 en 2015. D'après les dernières données, leur population aurait, pour la première fois depuis 1997, à nouveau augmenté l'an passé. Ce succès est dû à un projet du WWF, financé par la DDC, qui vise à protéger cette espèce. « Les dauphins de l'Irrawaddy sont toujours menacés d'extinction, mais nous avons enfin des raisons de croire que leur disparition peut être évitée », affirmait le directeur du WWF au Cambodge, dans les colonnes du *Phnom Penh Post*, en avril dernier.



Via son initiative des Nouvelles routes de la soie, la Chine renforce non seulement son influence économique dans la région, mais aussi sa suprématie politique en Asie et dans le monde, plaçant les pays occidentaux face à un dilemme croissant. Comment ces derniers peuvent-ils conserver leur influence politique et économique sur le continent asiatique, sans trahir leurs valeurs démocratiques, le respect des minorités et les droits humains ?

L'exemple du Myanmar illustre bien l'ampleur du problème. Depuis l'arrivée d'Aung San Suu Kyi au pouvoir, l'Occident a gagné en influence dans le pays. Reste que l'icône de la paix est demeurée très silencieuse lorsque l'armée birmane a chassé, l'an dernier, quelque 700 000 membres de la minorité musulmane des Rohingyas au Bangladesh. L'ONU parle de nettoyage ethnique, mais le Conseil de sécurité n'a adopté aucune résolution: le projet a été rejeté par la Chine, bien disposée à combler

le vide actuel au Myanmar. L'Occident ne semble pas encore avoir trouvé de recette pour venir en aide aux populations sans soutenir les dirigeants autoritaires. ■

*\*Correspondante de la SRF en Asie du Sud-Est, Karin Wenger vit à Bangkok.*

Panneau d'information au Laos, indiquant la nouvelle ligne de chemin de fer pour les trains à grande vitesse: la Chine investit dans des projets d'infrastructure dans toute l'Asie du Sud-Est, sans tenir compte des intérêts des populations locales.  
© Adam Dean/NYT/Redux/laif

**DES MINORITÉS NÉGLIGÉES**

Dans de nombreux pays d'Asie du Sud-Est, les minorités ethniques sont mises à l'écart. Accès réduit aux programmes gouvernementaux et à l'emploi, conflits politiques et malnutrition font partie de leur quotidien. Le Myanmar affiche, par exemple, le taux de malnutrition le plus élevé après le Timor oriental et le Cambodge. De nombreuses minorités ne disposent pas du droit à l'autodétermination ou à l'apprentissage de leur langue à l'école. Elles n'ont aucun contrôle sur les ressources naturelles des territoires qu'elles occupent. Ainsi s'expliquent les guerres civiles qui couvent dans le pays, avec des dizaines de milliers de réfugiés issus de minorités ethniques vivant dans des camps. Alors que le Myanmar produit suffisamment de denrées alimentaires, ces groupes ne mangent pas à leur faim.

# DIALOGUE SUR LES EAUX DU MÉKONG

Énergie hydraulique ou pêche ? Croissance ou protection de l'environnement ?

Dans la région du Mékong, l'un des plus grands défis consiste à concilier les différents intérêts liés au fleuve. Une commission y contribue depuis 1995.

(cz) Le Mékong est considéré comme l'artère vitale de l'Asie du Sud-Est. Outre l'eau nécessaire à l'agriculture ainsi que de nombreux poissons, il fournit aux pays riverains une énergie hydraulique dont ils ont grand besoin. Pourtant, comme c'est souvent le cas lorsque des fleuves arrosent plusieurs pays, les intérêts des États divergent et la surexploitation des ressources hydriques peut entraîner des effets indésirables. « Force est de constater que les projets de barrages ont des conséquences néfastes sur les communautés voisines », explique Youk Senglong, responsable de l'ONG cambodgienne Fisheries Action Coalition Team (FACT). Des poissons meurent par milliers, les dépôts alluviaux s'appauvrissent et la biodiversité est fortement mise à mal.

## Une exploitation dangereuse pour le fleuve

La Mekong River Commission (MRC) a été créée en 1995 pour prévenir ces risques et renforcer la coopération entre les pays concernés. Cette organisation, qui réunit la Thaïlande, le Vietnam, le Laos et le Cambodge en tant qu'États riverains, coordonne leurs intérêts. Elle permet un dialogue politique au plus haut niveau sur la gestion durable du fleuve et recueille des données pour les mettre à disposition des pays. Une étude récente publiée par la MRC montre que, si les projets d'infrastructure sur le Mékong vont contribuer de façon décisive à la croissance des dix prochaines années, ils auront aussi un impact négatif significatif sur l'écosystème.

« La surexploitation du fleuve met en péril le développement durable de toute la région », relève Barbara Jäggi Hasler, directrice adjointe du bureau de coo-

pération au Laos. « Les communautés vulnérables installées aux abords du Mékong, qui vivent de l'agriculture et de la pêche, sont les plus touchées. » L'étude de la MRC a clairement établi que les répercussions à long terme seront globalement négatives. Elle invite à un changement de cap et à une réflexion sur la production d'énergie alternative.

## Appui financier

La Suisse a apporté son soutien financier à la MRC de 1995 à 2005 et décidé en 2011, après six ans de pause, de renouveler cet appui. Lors du sommet de la MRC en avril, elle a demandé, avec d'autres États donateurs, que les pays concernés prennent note des résultats de l'étude menée par la commission et que chacun les intègre dans sa planification nationale. Ce sommet, auquel participent aussi les chefs de gouvernement des quatre pays riverains, a lieu tous les quatre ans. Quant aux ministres de l'Environnement et aux représentants des États donateurs, ils se retrouvent chaque année lors d'une réunion du Conseil.

## Des paroles aux actes: un défi

Autre mécanisme: les consultations préalables mutuelles qui permettent d'aplanir les désaccords sur les projets d'infrastructures. Leurs résultats ne sont, toutefois, pas contraignants. En fin de compte, chaque pays décide quelle suite il entend donner aux travaux de la commission. Un point qui suscite des critiques.

Youk Senglong travaille en faveur du développement durable du Mékong chez FACT. Il estime l'action de la MRC et

des États donateurs précieuse. Ces derniers permettent aux organisations de la société civile de s'exprimer, ce qui ne va pas de soi au Cambodge. Ce militant émet, néanmoins, des réserves à l'égard de la commission: « Nous aimerions des effets plus tangibles », explique-t-il. De nombreuses études sont en cours et les préoccupations prises en compte, mais, dans les faits, peu de choses bougent. « Il faut que les gouvernements mettent en œuvre les recommandations, sans quoi la commission deviendra un tigre de papier », ajoute Youk Senglong. « Sans doute faudrait-il montrer plus claire-

## L'INFLUENCE HELVÉTIQUE

La Suisse est le principal donateur de la Mekong River Commission pour la période 2016-2020, avec sept millions de francs. Au cours des trois dernières années, elle a également été membre de la troïka qui coordonne les intérêts des pays donateurs et les représente auprès du secrétariat de la commission. « Il est important pour nous de pouvoir proposer des thèmes qui nous paraissent particulièrement pertinents en matière de développement durable », argumente Barbara Jäggi Hasler, directrice adjointe du bureau de coopération au Laos. La participation de la société civile, la réduction de la pauvreté ou l'égalité des sexes, par exemple, constituent des questions essentielles.



ment encore les conséquences néfastes de l'évolution actuelle.»

Selon Barbara Jäggi Hasler, du bureau de coopération au Laos, les réformes en cours de la MRC, rendues possibles grâce au soutien de la Suisse, constituent un pas dans la bonne direction. Le volet opérationnel a été réduit et les tâches, pouvant être mises en œuvre au niveau national, décentralisées. Les États membres se sont engagés à accroître leur contribution financière dans les activités de la MRC, afin de ne plus dépendre de financements externes d'ici à 2030. En outre, depuis la réforme institutionnelle de 2015, la MRC peut allouer ses fonds avec plus de souplesse en fonction des priorités et les pays donateurs ont la possibilité d'intervenir davantage via le comité budgétaire.

En revanche, une réforme complète, avec une renégociation du «Mekong Agreement» de 1995 et des mesures contraignantes, risquerait, selon Barbara Jäggi

Hasler, de pousser certains pays à quitter la commission. Raison pour laquelle l'accent est mis sur l'implémentation de l'accord existant: «Certes, les effets restent en quelque sorte limités. Mais, dans le contexte actuel, il s'agit d'une approche réaliste.» ■

Juste au-dessus du barrage de Xayaburi au Laos, qui doit s'achever en 2019, un nouveau pont sur le Mékong est en cours de construction dans le cadre d'un partenariat entre le Laos, la Corée et la Thaïlande.

© Adam Dean/NYT/Redux/laif

#### NÉGOCIATIONS DÉLICATES

Entre 2010 et 2017, la Mekong River Commission a tenu trois consultations préliminaires à propos des projets de barrages sur le fleuve. S'agissant des deux premiers sis au Laos, Xayaburi et Don Sahong, la période de consultation s'est achevée sans que les pays ne parviennent à une conclusion commune. En ce qui concerne le troisième, à Pak Beng (Laos), les États ont annoncé en 2017, à l'issue du processus de six mois, qu'ils élaboreraient un plan d'action conjoint. Celui-ci prévoit des mesures destinées à prévenir ou à atténuer les effets négatifs du barrage.

# « NOUS DEVONS NOUS RÉINVENTER »

Contrairement au Laos ou au Vietnam, le Cambodge a vu émerger une société civile dynamique au cours des vingt dernières années. Fondatrice de l'ONG Silaka, Thida Khus évoque les menaces qui pèsent sur ce mouvement et le défi que représente la promotion des femmes. Entretien réalisé par Christian Zeier.

**Thida Khus, vous êtes engagée dans la société civile cambodgienne depuis plus de 20 ans. Quels sont les changements qui ont marqué cette période ?**

L'objectif de notre travail est totalement différent aujourd'hui. Avant la création de Silaka en 1997, nous proposons des cours d'anglais et d'informatique. Puis, après les premières élections sous l'égide de l'ONU, le pays manquait de ressources humaines dans l'administration et en politique. Nous avons donc mis en place des formations en matière de bonne gouvernance et de leadership.

**Depuis 2007, vous vous engagez aussi en faveur des femmes.**

Oui, nous formons les candidates aux fonctions politiques locales. Nous promovons ainsi le rôle des femmes dans les processus décisionnels à ce premier échelon.

**Avec succès ?**

Au cours des premières années, la part des femmes en politique s'est nettement accrue. Nous avons, ensuite, atteint un seuil : la proportion n'a que très légèrement augmenté. Nous avons réalisé que les obstacles auxquels les femmes sont confrontées s'avèrent trop importants pour être surmontés via des formations complémentaires. Une réforme du système politique est nécessaire.

**De quelle manière ?**

Les élections de 2017 ont montré une fois de plus que la sous-représentation des femmes était moins un problème de qualification que de hiérarchie au sein des partis. Les hommes ne sont pas prêts à céder leurs sièges à des femmes. Nous devons donc faire en sorte qu'elles puissent tenter leur chance au niveau local. Ces dix dernières années, nous avons préconisé des mesures telles que



les quotas ou les listes féminines. Sans succès jusqu'à présent, malheureusement.

**Quels sont les plus grands défis auxquels est confrontée la société civile cambodgienne aujourd'hui ?**

Des ouvrières attendent devant une usine de vêtements au Cambodge. Les femmes sont encore défavorisées dans de nombreux domaines ; certaines sont même exploitées.

© Fernando Moleres/laif

Le contexte politique est délicat actuellement. Les voix réclamant un changement sont nombreuses, mais le gouvernement entrave le travail de l'opposition et interdit son parti. Ces mesures valent également pour la société civile. De nombreuses organisations fonctionnent au ralenti. Les structures perdurent, le débat sur les sujets épineux se poursuit, mais de manière très prudente.

#### **Votre travail s'en trouve-t-il affecté ?**

La promotion des femmes se révèle un peu moins sensible que les questions classiques des droits humains, par exemple. Mais nous ressentons aussi ce durcissement. Nous essayons d'adapter nos stratégies et nos activités à la situation actuelle, mais ce n'est pas facile. Si vous encouragez la participation politique et la démocratie, vous êtes très vite qualifié de partisan de l'opposition.

#### **Où se situe le Cambodge par rapport à ses voisins ?**

Au Vietnam et au Laos, la société civile est faible. Au Myanmar, elle émerge à peine et la Thaïlande est gouvernée par un régime militaire. Nous avons longtemps été fiers de la vigueur de la société civile cambodgienne. Après les accords de Paris de 1991, des valeurs fondamentales telles que le respect des droits humains ou le multipartisme ont été inscrites dans notre Constitution. À l'époque, le soutien de la communauté internationale était immense. Les temps ont changé. Nous devons nous réinventer.

#### **En quoi exactement ?**

Certains nous accusent d'être financés par l'étranger et donc de ne pas représenter les intérêts des citoyens, mais ceux de l'Occident. Nous ne pensons pas que cela soit le cas. Il nous faut, pourtant, trouver un moyen de dépendre le moins possible de l'aide étrangère.

#### **Certains États donateurs ont cessé leur soutien après la répression à l'encontre de l'opposition. Était-ce la bonne réaction ?**

Ces pays doivent poursuivre leurs investissements en faveur de notre pays et

de sa population : j'en suis convaincue. Reste à savoir dans quels domaines. Toute aide supprimée constitue évidemment un défi de taille pour nous. Mais peut-être est-ce aussi une chance : le gouvernement doit ainsi réfléchir à la façon de soutenir notre travail avec son propre budget.

#### **Existe-t-il une coopération des ONG au niveau supranational dans la région du Mékong ?**

Une fois par an, à l'occasion du Forum des Peuples Asie-Europe, nous nous réunissons pour échanger des informations. Dans certains domaines comme la traite des êtres humains, la coopération est efficace, tout au long de l'année. Les questions délicates, en revanche, ne sont pas abordées ouvertement.

#### **Pourquoi ?**

Notre liberté d'expression est plus grande que celle des organisations laotiennes ou vietnamiennes. Contrairement à elles, nous pouvons débattre de sujets tels que la démocratie, les droits humains ou le multipartisme.

#### **Redoutez-vous une évolution de la société civile cambodgienne semblable à celle qu'ont connue le Vietnam ou le Laos ?**

Ce n'est pas impossible. Je crois que nous vivons actuellement une période charnière. Je ne perds pas espoir : il existe de nombreux jeunes au Cambodge pour qui la liberté de penser et d'agir est la normalité. Ici, les gens connaissent leurs droits. Les leur reprendre serait très difficile. ■



**THIDA KHUS** encadre, sur le plan opérationnel, des organisations de la société civile depuis plus de vingt ans. Elle a travaillé dans le domaine social aux États-Unis. En 1997, elle fonde l'ONG Silaka au Cambodge, qui œuvre pour une société démocratique et durable ainsi qu'une plus grande participation des femmes en politique. Au sein des instances dirigeantes de Social Watch International et LDC Watch International, Thida Khus s'est engagée en faveur du respect des droits humains. Depuis 2006, elle est secrétaire générale du Comité de promotion des femmes en politique au Cambodge.



# PAS DE COOPÉRATION SANS LE GOUVERNEMENT

Le Laos est particulièrement à la traîne en matière d'engagement citoyen. La Suisse entend renforcer cet aspect ainsi que l'État de droit, avec la participation du régime autoritaire.



(cz) Le Laos est un terrain délicat pour les ONG locales. Dans ce pays, le moins peuplé de la région du Mékong, l'organisation de la société civile n'en est qu'à ses balbutiements, plus encore qu'au Cambodge, au Myanmar ou au Vietnam. Le gouvernement n'a établi le cadre juridique pour la reconnaissance et la régulation des ONG locales qu'en 2009. Dans les années qui ont suivi, leur nombre a augmenté, dans une sorte d'effervescence.

Cet essor s'est poursuivi jusqu'en 2012. Cette année-là, s'est tenu le Forum des

Peuples Asie-Europe, une rencontre internationale d'ONG et d'acteurs issus de la société civile organisée, pour la première fois, à Vientiane. Les thèmes des droits humains et de la justice environnementale y ont été notamment abordés.

Pour le parti unique autoritaire au pouvoir, les choses sont allées trop loin. Après le Forum, l'un des militants les plus connus du pays a disparu sans laisser de trace et la directrice de l'ONG suisse Helvetas au Laos a dû quitter le territoire dans les 48 heures. Restric-

Les ONG locales telles que les groupes de défense des droits humains ou les syndicats voient leur capacité d'action toujours plus restreinte au Laos: un projet de la DDC vise à accroître le rôle des organisations de la société civile.

© Josef Polleross/NYTI/Redux/laif

tions, intimidations et menaces à l'encontre des ONG ont augmenté. Celles-ci ont renoncé à leur enregistrement officiel ou cessé leurs activités.

## Dialoguer envers et contre tout

«Après 2012, la société civile a vu sa capacité d'action se réduire», explique Nithsa Vongphanakhone, du bureau de coopération à Vientiane. Au moins, la situation ne s'est pas aggravée depuis 2015. Bien que les conditions auxquelles sont soumises les organisations soient très restrictives, il est important que la Suisse poursuive son action en leur faveur et maintienne le dialogue avec le gouvernement, poursuit Nithsa Vongphanakhone.

Lancé fin 2017 dans le cadre de la programmation européenne conjointe de la DDC, de l'UE et de l'Allemagne, en coopération avec le gouvernement laotien, le projet Citizen Engagement for Good Governance, Accountability and Rule of Law (CEGGA) va exactement dans ce sens. Il vise ainsi à renforcer le rôle des organisations de la société civile dans le processus de développement du pays. Il entend améliorer également la fonction représentative, législative et de surveillance de l'Assemblée nationale laotienne et encourager la primauté du droit ainsi que le respect des droits humains.

À ces fins, la DDC investira un peu plus de cinq millions de francs d'ici à 2020. Depuis le début du projet fin 2017, l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement, qui le met en œuvre, a surtout planché sur sa mise au point, de concert avec les autorités. Dans un second temps, les ONG locales en profiteront directement. Elles pourront, par exemple, demander de petites subventions pour leurs actions ou bénéficier d'un renforcement de leurs capacités.

La DDC a déjà acquis de l'expérience au Laos, entre 2011 et 2016, dans le cadre d'un projet visant à encourager la

société civile. Elle en a tiré le principal enseignement suivant: l'impact peut être sensiblement accru si l'action est menée conjointement avec des partenaires plus importants, tels que l'UE ou l'Allemagne. C'est dans ce sens que va le projet CEGGA, fort d'un autre constat: la coopération avec les organisations de la société civile ne peut s'effectuer sans la participation du gouvernement. Les ONG locales le savent bien, elles qui doivent être répertoriées et contrôlées par les autorités pour pouvoir mener à bien leurs projets. La société civile est, dans une large mesure, contrôlée par le gouvernement.

## Engagement citoyen

Les représentants des ONG locales s'expriment donc avec prudence sur les restrictions imposées par les autorités. Ils préfèrent garder l'anonymat par crainte de mesures de répression. Au Laos, trouver des fonds se révèle très difficile, en particulier pour les organisations de petite taille. Le projet CEGGA doit améliorer cet état de fait, en soutenant les activités des organisations.

La DDC et ses partenaires espèrent que les ONG seront nombreuses à prendre part au projet. Ou, du moins, que celles qui existent recouvreront pleinement leur capacité d'action. Dans un contexte aussi délicat que celui du Laos, pouvoir mentionner l'«engagement citoyen» dans le nom d'une organisation est déjà une victoire, fait remarquer Nithsa Vongphanakhone. Il est la preuve d'une ouverture croissante du pays à l'engagement de la société civile. Le projet CEGGA montre que le gouvernement est prêt à assumer ses devoirs en matière d'État de droit et de droits humains, poursuit la collaboratrice de la DDC: «En tant que partenaire au développement, nous devons l'encourager et le soutenir dans cette voie, pour le bien de la société civile.» ■

---

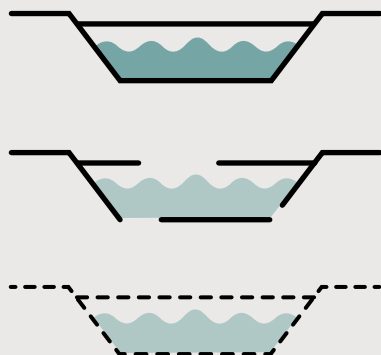
### RESTRICTIONS SUPPLÉMENTAIRES

Depuis des années, les organisations de la société civile au Laos sont étroitement surveillées par le gouvernement. La mesure s'est renforcée encore, après l'adoption d'une nouvelle loi fin 2017. Ainsi, la création d'une organisation nécessite l'accord du gouvernement, qui doit aussi entériner ses différents projets et contrôler le financement. L'un des articles de cette loi prévoit que les ONG ne pourront abuser de leur droit à la liberté et qu'elles ne mèneront aucune activité menaçant la sécurité nationale ou l'ordre social. Si l'une d'elles ne respectait pas la loi, le ministère de l'Intérieur pourrait être amené à la «discipliner».

# FAITS ET CHIFFRES

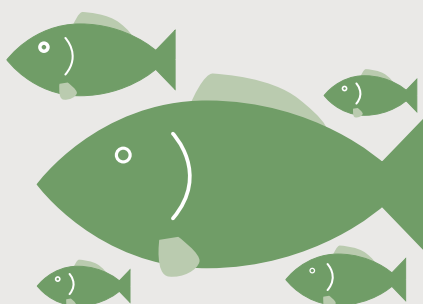
## Barrages

Le bassin versant du Mékong compte plus de **240 barrages**. Des dizaines d'autres sont en cours de construction et près d'une centaine sont prévus.



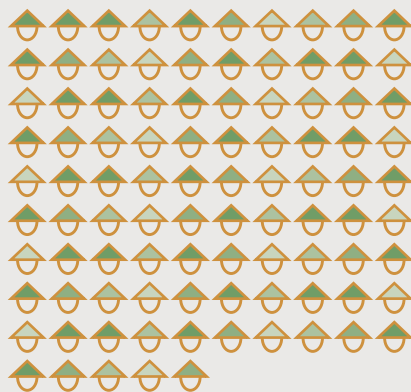
## Pêche

Plus de **deux millions de tonnes de poisson** sont pêchées, chaque année, dans le Mékong. Le fleuve est ainsi source de nourriture et de revenus pour plusieurs millions de personnes.



## Ethnies

Le bassin versant du Mékong s'étend sur **six pays**, où vivent plus de **95 ethnies différentes**.



### Sources et liens

[www.mrcmekong.org](http://www.mrcmekong.org)

La Mekong River Commission collecte des données relatives à l'exploitation actuelle et future du fleuve. Les conclusions de l'étude la plus récente sur son exploitation durable, commanditée en 2011 et achevée en 2017, sont alarmantes.

[www.adb.org](http://www.adb.org)

La Banque asiatique de développement fournit des données et des études relatives au développement de ses 67 membres.

[www.hdr.undp.org/en/countries](http://www.hdr.undp.org/en/countries)

L'indice de développement humain classe 188 pays selon des critères tels que l'espérance de vie, la formation ou les revenus.

> Avec (selon le point de vue) entre **4350 et 4900 km**, le Mékong est le fleuve le plus long d'Asie du Sud-Est.

> Sur son seul cours inférieur, **60 millions d'individus** en tirent leurs moyens de subsistance.

> Actuellement, le Mékong possède un débit moyen de **15 000 m<sup>3</sup> par seconde**.

> D'ici à 2040, les pertes en eau causées par l'activité de centrales hydroélectriques pourraient atteindre **830 millions de m<sup>3</sup>**. En 2007, elles se montaient à 30 millions de m<sup>3</sup>. Les dépôts alluviaux pourraient même diminuer de **97%** (2007 à 2040). Avec, pour conséquence, une réduction dramatique des ressources halieutiques et de la productivité agricole.

> **L'indice de développement humain** le plus récent place les pays du Mékong aux 115<sup>e</sup> (Vietnam), 138<sup>e</sup> (Laos), 143<sup>e</sup> (Cambodge) et 145<sup>e</sup> (Myanmar) rangs, loin derrière les six autres membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.



# LA MINORITÉ CONTESTATAIRE DU KOSOVO

Dix ans après son indépendance et malgré les milliards d'aide reçus, le Kosovo reste le pays le plus pauvre d'Europe. Il est toujours considéré comme un État inachevé : autant sa reconnaissance internationale que l'intégration de la minorité serbe doivent être renforcées.

Texte : Dirk Auer\*

Marko Bogdanović est assis dans un café de la rue principale de Gračanica. Sur la table, devant lui, sont posés deux téléphones: le premier a un indicatif kosovare et le second un indicatif serbe. Ces deux portables sont le symbole de la double vie que mènent les Serbes du Kosovo. Le policier vient de quitter le bâtiment situé en face, soit le poste de police de la République du Kosovo, comme l'indique la pancarte sur la porte. Lorsqu'on demande au quadragénaire où il vit, il répond avec une assurance qui ne laisse planer aucun doute: « En Serbie. » Il arbore, pourtant, sur son uniforme les armoiries du Kosovo. « Que voulez-vous? Nous devons nous y faire. » Mais reconnaît-il le Kosovo comme un État, celui dont il porte l'uniforme et reçoit chaque mois un salaire? Jamais!

Presque tous les Serbes restés au Kosovo après la fin de la guerre en 1999 – au nombre de 100 000 – vivent dans cette étrange contradiction. Un peu moins de la moitié d'entre eux résident dans le nord du pays, à la frontière serbe. Les autres sont répartis dans des « enclaves », entourées par la majorité albanaise. Avec ses quelque 10 000 habitants, Gračanica représente la plus grande de ces enclaves. Le serbe y est parlé partout; la musique jouée dans les cafés est serbe également. Alors que la nouvelle capitale Pristina célébrait l'indépendance voici dix ans, Gračanica, à une dizaine de kilomètres, est demeurée

silencieuse. « C'était un jour comme les autres », se souvient Marko Bogdanović.

## Bilan décevant

Le 17 février de cette année, le Kosovo a célébré le dixième anniversaire de son indépendance. Mais le bilan est décevant pour beaucoup d'habitants de l'ancienne province serbe du sud. Malgré les milliards d'aide qui lui ont été versés, le Kosovo est le pays le plus pauvre d'Europe, gangrené par la corruption et le crime organisé. Il reste considéré comme un État en construction, tant en ce qui concerne l'intégration de sa minorité serbe que sa reconnaissance internationale. À ce jour, 114 des 193 pays membres de l'ONU l'ont reconnu. Parmi ceux qui refusent son indépendance figurent la Serbie, la Russie et la Chine, ainsi que cinq membres de l'Union européenne: l'Espagne, la Roumanie, la Slovaquie, la Grèce et Chypre. L'adhésion du Kosovo à des organisations internationales telles que l'ONU ou l'OSCE est, par conséquent, repoussée jusqu'à nouvel ordre.

La situation a, néanmoins, évolué ces dix dernières années au Kosovo, pour sa population serbe également. À preuve, Marko Bogdanović dépose sur la table, près des deux téléphones, ses deux cartes d'identité. Tous les habitants de Gračanica ont désormais, outre leur

Avec quelque 145 000 habitants, Pristina est non seulement la plus grande ville et la capitale de la République du Kosovo, mais aussi le centre culturel et économique du pays.

© Theodor Barth/lalif

## RÉGION LA PLUS DÉSHÉRITÉE D'EUROPE

Dix ans après la déclaration d'indépendance, le bilan pour la majorité albanaise, notamment du point de vue économique, est insatisfaisant. Malgré les milliards d'aide reçus, le Kosovo est le pays le plus pauvre d'Europe. Le taux de chômage atteint entre 30% et 40%, voire 50% chez les jeunes. Les investissements étrangers sont extrêmement faibles, raison pour laquelle la diaspora joue un rôle économique important. Un tiers des ménages ne survivent que grâce aux versements en provenance de l'étranger. Au manque de perspectives s'ajoutent la corruption et le népotisme. Les institutions politiques souffrent d'un manque de confiance, qui a conduit en 2015 à une vague d'émigration: des dizaines de milliers de Kosovars ont fui le pays en quelques mois.



passport serbe, un passeport kosovar. Ils sont ainsi des citoyens officiels du Kosovo. Leurs voitures arborent des plaques d'immatriculation kosovares et le maire de Gračanica a été élu lors d'élections municipales kosovares. L'État serbe demeure, cependant, présent sur plusieurs fronts. Les enfants de Marko Bogdanović, âgés de onze et douze ans, fréquentent une école serbe qui suit un plan d'étude serbe. Les salaires du corps enseignant sont versés par Belgrade. Ceux des infirmiers et des employés du centre culturel également. Et lorsque Marko Bogdanović rentre chez lui le soir, il regarde la télévision serbe, bien sûr.

## Deux salaires

La double présence de deux États conduit à toutes sortes d'absurdités. Ainsi, outre le maire kosovar, il y a également un maire serbe. Gračanica

possède deux services de voirie et deux bureaux de poste. Si Marko Bogdanović veut envoyer une lettre à l'intérieur du Kosovo, il se rendra à l'office postal kosovar. En revanche, pour faire parvenir un paquet à ses proches en Serbie, il se rendra au bureau de poste serbe quelques mètres plus loin. Comme l'indépendance du Kosovo n'est pas reconnue par Belgrade, il ne peut y avoir, du point de vue serbe, de timbres kosovars. Une autre réalité, dont Marko Bogdanović ne parle pas volontiers mais qui ne constitue un secret pour personne: de nombreux habitants perçoivent deux salaires, un kosovar et un serbe. La Serbie continue ainsi de revendiquer la souveraineté de son ancienne province via des investissements nombreux et variés.

La population locale se trouve écartelée entre les deux pays. Bien qu'ils soient officiellement et à bien d'autres égards citoyens du nouvel État du Kosovo, les

gens gardent les yeux fixés sur Belgrade. Ils entendent avoir le moins de contacts possibles avec l'État kosovar.

Cet état d'esprit est encore plus présent chez les Serbes qui vivent dans le nord du Kosovo. Cette région peuplée de quatre petites villes et quelques douzaines de villages est majoritairement serbe. La frontière traverse la ville de Mitrovica. Il y a encore quelques années,

Les Serbes du Kosovo manifestent contre l'indépendance de cette République à Mitrovica, ville ethniquement divisée.

© Antonello Nusca/Polaris/laif

les Serbes du nord du Kosovo refusaient toute collaboration avec le gouvernement de Pristina. Mais la situation a changé. Désirant adhérer à l'Union européenne, la Serbie a accepté, sous pression de Bruxelles, d'entrer en dialogue avec Pristina et d'entamer une normalisation des relations entre les deux États. La mise en œuvre de l'accord conclu en 2013 sur l'intégration des Serbes du nord du Kosovo demeure lente cependant: une grande partie de ce qui avait été convenu n'a pas encore été réalisée.

### « Comme dans un ghetto »

« Nous sommes les jouets de la politique », fait remarquer Vlada Tomasević. Ce père de famille, âgé de 27 ans, vit à Gračanica. Avec son salaire de 250 euros, il parvient à peine à joindre les deux bouts. Contrairement aux Serbes établis dans le nord du Kosovo, ceux qui vivent dans les enclaves situées plus au sud ne refusent pas toute collaboration avec les « institutions » kosovares, comme on les appelle ici afin d'éviter les termes « gouvernement » ou « État ». Mais comment vivre en harmonie avec la majorité albanaise, si l'on est en désaccord sur la question même de l'État dans lequel on souhaite vivre ? Dans les écoles, les enfants serbes et albanais suivent des plans d'études différents et certains ne parlent même plus l'autre langue. L'écart entre Serbes et Albanais se creuse même si, dans la vie quotidienne, les relations se sont quelque peu détendues.

Quatorze ans se sont écoulés depuis les attaques des Albanais du Kosovo contre les minorités ethniques, en particulier serbes. Des églises orthodoxes et des centaines de maisons avaient été incendiées. Dix-neuf personnes avaient perdu la vie.

Depuis, les incidents interethniques sont rares, confirme Marko Bogdanović, mais c'est dû au fait que les groupes ne se mélangent pas. « Nous vivons ici comme dans un ghetto »,

dénonce Vlada Tomasević. Lorsque sa femme aura terminé ses études à Mitrovica, lui et sa famille déménageront en Serbie.

### Partir ou rester ?

Le soir, Vlada Tomasević se rend à la petite épicerie de son quartier, situé dans la périphérie de Gračanica. Devant le magasin se trouve une table autour de laquelle sont assis des hommes en survêtement. Ils fument et boivent de la bière. Partir ou rester: telle est la question qui préoccupe tout le monde ici. Les habitants suivent avec inquiétude l'évolution du dialogue entre Belgrade et Pristina, qui décidera de leur avenir. L'Union européenne a fait comprendre à la Serbie que les négociations devront aboutir à un accord juridiquement contraignant qui signifie, de facto, la reconnaissance du Kosovo.

Aleksandar Vučić, « leur » président, va-t-il renoncer au Kosovo pour permettre à la Serbie d'adhérer à l'Union européenne ? Les hommes secouent la tête. « Jamais », dit l'un d'eux. Trop de sang a été versé au cours des siècles à cause du Kosovo: aucun politicien serbe ne voudra de ce fardeau historique. « Vučić nous sacrifiera pour l'UE », estime, en revanche, Vlada Tomasević. Et un autre de répondre: « Si la Serbie nous abandonne, il n'y aura un jour plus de Serbes au Kosovo. » Le groupe reste silencieux. « Le plus important après tout, ce sont les emplois », ajoute finalement un jeune homme, pensif. « Si les gens peuvent vivre de leur travail, ils ne quittent pas leur foyer sans y réfléchir à deux fois. » La plupart acquiescent. ■

*\*Journaliste libre dans les pays de l'Europe du Sud-Est, Dirk Auer vit à Belgrade.*

### LE KOSOVO EN BREF

#### Capitale

Pristina

#### Superficie

10 877 km<sup>2</sup>

#### Nombre d'habitants

1,8 million

#### Espérance de vie

74,3 ans

#### Ethnies

Albanais: 91%

Serbes: 4%

Autres minorités: 5% (Turcs, Bosniaques, Roms, Gorans)

#### Religions

Musulmans: 93%

Chrétiens (serbes-orthodoxes, catholiques-romains): 6%

Autres: 1%

#### Exportations

La faiblesse de l'économie kosovare s'observe à travers son énorme déficit commercial. Les exportations, qui se montent à 380 millions d'euros, ne sauraient compenser les importations de quelque trois milliards. Les produits d'exportation sont principalement des métaux bruts, des produits minéraux, des articles en plastique, ainsi que des aliments et du textile.

#### Structure de l'économie

Le secteur des services concentre 66% des activités de l'économie kosovare. Suivent l'industrie (métaux, mines, matériaux de construction) avec une part d'environ 22 % et l'agriculture (12%).



Sur le terrain avec...

## BERNHARD SOLAND

DIRECTEUR ADJOINT DU BUREAU DE COOPÉRATION À L'AMBASSADE SUISSE AU KOSOVO

Propos recueillis par Zélie Schaller

Les distances sont si courtes à Pristina que je peux me rendre à pied au travail. Les rues sont très vivantes. Les gens aiment se montrer et se promener. Si la météo le permet, les jeunes jouent au football. Ils sont partout : plus de la moitié de la population kosovare a moins de 25 ans. Un contraste saisissant avec la Suisse !

Les cafés sont remplis sur le boulevard mère Theresa, grande artère piétonne de la capitale. L'ambassade suisse, qui se trouve à proximité du bureau de coopé-



© DDC

ration, est également bien fréquentée. Les demandes de visa sont nombreuses.

Mes journées sont rythmées par les réunions. Je rencontre nos différents partenaires, des représentants du gouvernement ainsi que des ONG suisses et locales qui mettent en œuvre les projets de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Nous évoquons les difficultés qui se posent et tentons de les résoudre. Je me rends également sur le terrain pour rendre visite aux bénéficiaires. Les Kosovars sont très accueillants, ouverts et infiniment reconnaissants. Pour l'inauguration d'installations d'eau potable dans la commune de Viti, au sud-est du pays, une grande tente a été érigée, permettant aux invités de se retrouver

autour d'un apéritif. L'événement avait le caractère d'une fête de village. Alors que nous regagnions nos voitures, tous les villageois se sont spontanément mis en rang pour nous serrer la main. Si notre soutien les touche, car tellement important dans leur vie quotidienne, leur geste m'a également énormément marqué.

Quelque 9% de la population n'a pas encore accès à l'eau potable. L'objectif est d'y remédier au cours des trois prochaines années. Dans un avenir proche, nous entendons lancer un projet pour mieux protéger les sources (rivières et lacs) et ainsi prévenir la pollution hydrique. Celle-ci constitue un grave problème au Kosovo. Les maladies gastro-intestinales y sont très fréquentes.

Pour accroître la qualité des soins en général, la coopération helvétique renforce les capacités des cadres de santé ainsi que des médecins et des soignants. Des experts internationaux et locaux apprennent, par exemple, au personnel médical à poser un diagnostic détaillé. La DDC dote les centres de santé primaire d'instruments essentiels tels que stéthoscopes ou lecteurs de glycémie. Elle mène aussi des campagnes de promotion de la santé via des panneaux publicitaires, des brochures ou des vidéos à la télévision et sur les réseaux sociaux. Le but est d'encourager les gens à des visites médicales régulières et à les sensibiliser aux risques du diabète et du surpoids.

Autre grand problème : l'emploi, en particulier chez les jeunes. Le taux de chômage chez les 15-24 ans s'élève à plus de 50%. Cette catégorie d'âge, dynamique et remplie de rêves, ne peut que se montrer frustrée. Pour améliorer ses perspectives sur le marché du travail, la DDC investit dans des secteurs

prometteurs - économie agricole ainsi que technologies de l'information et de la communication. L'objectif est de créer, d'ici à 2020, des emplois destinés à quelque 5000 jeunes adultes.

Le jeune État balkanique doit surmonter de multiples défis. Le soutenir et le conseiller me motivent chaque matin, au réveil. J'aime les échanges avec la population locale. Les gens ici entretiennent des rapports très cordiaux. Ils se taquent et rient de leurs plaisanteries. Avec les politiciens, ils utilisent une bonne dose d'ironie ! ■

### DE LA GOUVERNANCE À L'INTÉGRATION SOCIALE

La Suisse, représentée par la DDC, le Seco et la Division Sécurité humaine du DFAE, est active au Kosovo depuis 20 ans. Dix ans après son indépendance, le pays fait face à de nombreux défis qui retardent son adhésion à l'Union européenne. La Confédération soutient les administrations locales en vue de services transparents et fiables ainsi que les institutions participatives qui améliorent la cohésion sociale et le dialogue avec la Serbie notamment. Elle contribue à l'essor de l'économie, en développant l'entrepreneuriat chez les jeunes. La coopération helvétique investit dans les réseaux de distribution d'eau potable, les systèmes d'assainissement et les installations de traitement des eaux usées. Le but est d'améliorer les conditions de vie et de sensibiliser la population à l'utilisation responsable des ressources hydriques. Elle modernise également les services de santé. Enfin, elle favorise l'intégration sociale de groupes marginalisés tels que les communautés rom, ashkali et égyptienne.



Voix de... Kosovo

# À LA CONQUÊTE DES CIMES

Je suis kosovare et pratique l'alpinisme ainsi que le trail. L'an dernier, j'ai atteint l'Everest (8848 mètres). Ma dernière ascension: le Manaslu (8163 mètres). Je suis la première femme d'origine albanaise à avoir vaincu ces deux sommets. Mon objectif actuel est de gravir les quatorze 8000 mètres de l'Himalaya. Au printemps dernier, je suis partie en expédition pour en atteindre deux autres, dont le Lho-Tse (8516 mètres), quatrième montagne la plus haute du monde. Je prévois un autre 8000 mètres d'ici à la fin de l'année.



**UTA IBRAHIMI** est née et a grandi au Kosovo. Diplômée en économie de l'Université de Pristina, elle a travaillé pendant douze ans dans le marketing, parallèlement à ses études. Au cours de cette période, elle a mené de nombreux projets axés sur les droits humains et des campagnes à caractère social, en faveur des femmes et des enfants. Elle a participé à la gestion et à la coordination, cinq ans durant, du célèbre festival du film documentaire DokuFest, à Prizren. Aujourd'hui, elle dirige sa propre agence d'excursions dans les Balkans, nommée Butterfly Outdoor Adventure ([www.butterflyoutdoor.com](http://www.butterflyoutdoor.com)).

Les raisons de se lancer à l'assaut de ces quatorze sommets sont nombreuses et chacune a son importance. Je voudrais, d'abord, sensibiliser les touristes du monde entier à la richesse des régions montagneuses, des sommets et de la nature du Kosovo et de l'Albanie. Ensuite, j'aimerais, en tant qu'alpiniste, attirer l'attention sur les questions de genre. Être kosovare et gravir les cimes les plus hautes, c'est possible! J'espère que cela incitera plus de femmes à se mesurer aux rocs et aux pics.

Mais le projet de vaincre ces quatorze sommets n'est qu'une part de l'héritage que je souhaite transmettre. Il y a trois ans, j'ai pris une décision personnelle. J'aurais pu continuer à travailler dans le marketing ou bien lancer des projets de voyage, d'aventure et de tourisme pour aider mon pays à évoluer dans le respect de l'environnement. Mais, aujourd'hui, je suis alpiniste diplômée et, grâce à mon agence qui propose des circuits dans la nature, je développe la communauté d'alpinistes du Kosovo et de l'Albanie en encourageant l'ouverture de nouvelles voies.

Mes voyages d'aventure à travers le monde m'ont permis de découvrir le tremplin inouï que constituent les ressources naturelles du Kosovo pour son identité nationale et son développement. Montagnes, rivières, lacs et communautés dégagent autant d'énergie qu'ailleurs en Europe. Ce Kosovo-là, je voulais le montrer aux touristes, mais aussi à mes compatriotes. Tout aussi important, dans chaque nouveau circuit (randonnée et yoga en montagne, tour à vélo à travers le pays, ateliers vin et gastronomie), j'essaie de montrer combien il est nécessaire d'inclure toutes les catégories de la population. Par mes explorations et en tant que personnage public, j'ai souhaité don-

ner une voix aux laissés-pour-compte: les femmes et les enfants. J'effectue des randonnées pédestres avec des groupes d'enfants confrontés à des difficultés (comme l'autisme) et concocte des expéditions destinées aux femmes.

Je veux donner de l'espoir et inviter les gens à trouver les moyens de conquérir leurs propres sommets, quels que soient les défis auxquels ils sont confrontés. Mes expéditions constituent une manière d'avancer, pour le Kosovo et la nation albanaise tout entière. Sur chaque cime, je brandirai toujours les deux drapeaux, pensant au petit pays d'où je viens et aux performances que l'on peut atteindre. ■



# LES PRODUITS DE NICHE : UNE CHANCE À SAISIR

Viande biologique de la ferme villageoise ou randonnée à dos de lama dans l'Emmental pour toute la famille : c'est ainsi que les agriculteurs suisses luttent contre les faibles revenus et l'exode rural vers les villes. Cette stratégie de niche et de diversification a aussi été intégrée dans les projets de la DDC en Europe de l'Est et dans le Caucase du Sud.

Texte : Jens Lundsgaard-Hansen

Si près de la moitié de la population active, en Géorgie, travaille dans l'agriculture, elle ne participe qu'à hauteur de 9% au revenu national. En d'autres termes, les familles paysannes ne produisent pas à destination du marché, mais pour elles-mêmes. Leurs revenus sont maigres, les régions isolées se dépeuplent et les perspectives pour les jeunes se révèlent faibles.

## Yogourt au lait de bufflonne

Un projet de la DDC vise à renverser ces tendances, en développant des idées commerciales pertinentes et en améliorant l'accès au marché, la productivité, les revenus ainsi que les produits régionaux. L'accent est mis sur la viande, le lait, le miel et la laine. « Nos partenaires sont pour la plupart des entreprises de transformation », explique Irène Kränzlin, responsable des programmes de la DDC dans le Caucase du Sud. Des fonds ou des subventions consolident les structures faibles. Il s'agit de mettre sur pied un système de commercialisation qui profite à tous, des agriculteurs

aux consommateurs. « Autrefois, les paysans géorgiens brûlaient la laine de mauvaise qualité de leurs moutons, estimant qu'elle ne valait rien. Aujourd'hui, elle est vendue en Inde et en Angleterre pour fabriquer des tapis », poursuit Irène Kränzlin. Partant d'une idée commerciale, ce projet a créé des relations entre producteurs, transformateurs, vendeurs et distributeurs.

Autre exemple : un commerçant géorgien vend, au marché local, des yogourts au lait de bufflonne dans de jolis pots en terre cuite. Sans un rapprochement de tous les acteurs, le lait de bufflonne des paysans ne serait jamais arrivé sur les étals. Irène Kränzlin rappelle que les pays du Caucase du Sud faisaient partie de l'Union soviétique. Les initiatives personnelles et la segmentation des marchés n'y sont pas encore enracinées.

## Vivre de et avec la nature

Jusqu'ici, le projet dans le Caucase du Sud a bénéficié directement à environ 100 000 personnes et indirectement à un demi-million d'autres. Alors que la DDC en assume la coordination et le financement, des ONG locales le mettent en œuvre sur le terrain. L'objectif consiste également à concrétiser de nouvelles idées et approches dans le domaine de l'écotourisme, notamment dans la région d'Ajara en Géorgie. Un jardin alpin, un manuel sur l'écotourisme à

destination des agriculteurs ainsi qu'un documentaire de 60 minutes sur les paysages enchanteurs régionaux ont été réalisés en collaboration avec les ONG et les autorités. Depuis lors, le miel et le fromage locaux sont devenus des attractions culinaires et touristiques à Ajara.

Ce lien, entre protection de la nature et développement rural, se retrouve aussi au cœur d'un projet en Bulgarie. La région de Severozapaden est considérée comme la plus pauvre de l'Union européenne (UE). Comme il est difficile de s'y bâtir une existence, de nombreuses personnes vont chercher fortune à Sofia, la

## POLOGNE, HONGRIE ET ROUMANIE

La mise en relation entre activité économique locale et protection de la nature a également joué un rôle important à travers d'autres projets de la DDC dans des régions structurellement faibles, en Pologne, en Hongrie et en Roumanie. Ces derniers ont été réalisés dans le cadre de la contribution de la Suisse à l'UE élargie. Une deuxième participation – quelque 1,3 milliard de francs répartis sur dix ans – dépend de l'évolution des relations globales de la Suisse avec l'UE.

Dans la région subalpine d'Ajara, en Géorgie, de nombreux apiculteurs apportent leurs essaims d'abeilles pour produire du délicieux miel biologique.

© DDC



capitale toute proche. Une grande partie de la région, dotée d'une riche biodiversité, fait partie des sites protégés Natura 2000 de l'UE. «En constituant une situation gagnant-gagnant pour tous les acteurs concernés, ce projet démontre comment on peut gagner de l'argent tout en préservant la nature», souligne Sophie Delessert, responsable des programmes de la DDC en Bulgarie. L'un de ses axes repose sur la vente directe, à la ferme, de produits locaux naturels, tels que yogourt, fromage, miel et œufs. Ceux-ci permettent aux familles paysannes de tripler potentiellement leurs revenus.

Il a fallu lancer cette initiative pour que les autorités créent les bases légales de la vente directe de produits fermiers et fixent les prescriptions relatives à l'hygiène et à la réfrigération. Comme les familles paysannes n'étaient pas en mesure de financer elles-mêmes toutes les acquisitions nécessaires, le projet les a soutenues dans leurs investissements. Les produits régionaux sont très appré-

ciés des visiteurs de Sofia, ce qui rend le paradis naturel voisin d'autant plus attrayant pour des excursions le week-end.

### Un échange innovant

Un mécanisme de financement inédit, développé dans le cadre du projet, permet, en outre, de considérer différemment le lien entre activité économique et protection de la nature. Les entrepreneurs régionaux peuvent cotiser à un fonds géré par une ONG locale, pour financer des projets écotouristiques ou de protection de la nature. Grâce à ces contributions privées, des sentiers de randonnée, des aires de pique-nique et un petit musée dédié à la production locale de tapis ont été aménagés. Des réserves naturelles protégées ont également été mises en valeur. De telles attractions touristiques sont susceptibles d'attirer un plus grand nombre de visiteurs dans la région, ce qui profite aux sociétés donatrices.

Le projet de la DDC en Bulgarie est désormais terminé. Sophie Delessert considère le changement de paradigme qui s'est imposé dans les esprits particulièrement important. Désormais, les habitants savent qu'il est possible de protéger la nature de manière durable, tout en renforçant le développement économique local. Cette réalisation a, par ailleurs, récolté de bonnes notes lors d'une évaluation externe: la participation des ONG locales et son influence à long terme sur les autorités ont notamment été saluées. ■

Les baies sauvages des forêts avoisinantes procurent un revenu supplémentaire bienvenu aux nombreuses familles qui vivent dans les hautes montagnes de la région d'Ajara.

© DDC

# DES PÉPITES D'OR DURABLES

Après l'essor du secteur minier informel dans les années 2000 en Mongolie, la Suisse a amélioré les conditions sociales des mineurs. Un projet a permis d'augmenter les revenus et de légaliser le secteur.

Texte : Zélie Schaller

Leur seule richesse était leur bétail. Après plusieurs hivers extrêmes consécutifs qui ont tué leur cheptel au tournant du siècle dernier, certains éleveurs mongols n'ont eu d'autre choix que de travailler dans des mines informelles. La fièvre de l'or les a rapidement gagnés, alors que le cours du métal jaune ne cessait de grimper. Selon les estimations, le nombre de mineurs artisanaux a atteint environ 60 000 personnes (deux tiers d'hommes et un tiers de femmes), soit une grande partie de la main-d'œuvre des régions rurales. In fine, quelque 250 000 personnes dépendaient indirectement de l'extraction minière à petite échelle. Une activité non sans ravages sociaux et environnementaux.

Les méthodes étaient rudimentaires, les conditions de sécurité désastreuses et la protection sociale dérisoire. De surcroît, dans l'esprit de beaucoup de gens, ces mineurs qui creusaient le sol au mépris de l'environnement représentaient une menace pour la nature et les traditions rurales mongoles. Considérés comme des groupes criminels, ils étaient victimes de discrimination et de violences.

Pour désamorcer les conflits, les gouvernements mongol et suisse ont lancé, en 2005, un projet visant à améliorer les conditions et le cadre juridique du secteur d'exploitation minière artisanale. La coopération helvétique avait déjà mené des programmes similaires en Amérique latine (Bolivie, Équateur et Pérou), démontrant qu'une extraction à petite échelle constituait un important moteur de développement économique et que sa légalisation permettait

de responsabiliser les mineurs. L'engagement de la Suisse dans le secteur minier remonte à 1992, date à laquelle la DDC a reconnu la pollution au mercure comme un problème environnemental de portée mondiale.

## Hausse des salaires

La Mongolie a interdit le recours au mercure dès 2008. Après la révélation d'un déversement de cyanure dans le cadre d'activités minières industrielles l'année précédente, politiciens et société civile ont fait pression sur les autorités pour un règlement strict. C'est ainsi que la coopération suisse, en collaboration avec les autorités mongoles chargées des ressources minérales, a aidé les communautés minières à construire une usine pilote de traitement de l'or sans mercure. Cette dernière gère huit tonnes de minerai par jour. Elle fournit quelque 80 clients quotidiennement et produit, chaque année, de l'or correspondant à un montant de 2,9 millions de francs. La société est devenue le premier employeur du district de Bornuur, dans la province de Tuv.

Grâce à elle, l'économie a pris son essor et les revenus moyens ont augmenté, dépassant largement le salaire minimum. Les autorités ont approuvé la nouvelle technique utilisée et l'ont promue auprès d'autres usines du pays. Surtout, elles ont légalisé le secteur entier, grâce à l'appui de la Suisse. Les mineurs artisanaux respectent désormais les exigences légales, mais aussi sociales et environnementales. Ils payent des

impôts et bénéficient d'une protection juridique ainsi que du système de sécurité sociale national. Des mesures pour renforcer la sécurité sur les lieux de travail ont été prises.

Les résultats s'avèrent réjouissants: le nombre d'accidents a chuté, la productivité augmenté et la pollution de l'eau et du sol progressivement diminué. La situation sociale des familles s'est, de plus, sensiblement améliorée. Celles-ci

---

## DE L'OR ÉTHIQUE

La Suisse promeut, depuis 2013, le commerce équitable de l'or via le projet « Better Gold initiative for Artisanal and Small-Scale Mining ». L'objectif est d'améliorer les conditions de travail des mineurs. Il s'agit d'un partenariat public-privé helvétique. Outre le Seco, les principaux acteurs du commerce aurifère - institutions financières, affineurs, horlogers et joailliers - y prennent part. Environ deux tiers de l'or extrait dans le monde sont raffinés en Suisse. La responsabilité est donc grande. Après le Pérou, la Bolivie et la Colombie ont aussi mis en œuvre l'initiative. Cette dernière favorise des conditions de production et une certification éthiques. Elle encourage la demande en or responsable ainsi que le dialogue avec les gouvernements pour créer un environnement durable. Les acquéreurs doivent reverser une contribution d'un dollar par gramme pour des projets sociaux dans les mines et leurs environs.



Internet interactive ([www.asnhub.mn/en/home](http://www.asnhub.mn/en/home)) a, en outre, été inaugurée en mars dernier. Elle doit permettre aux différents acteurs – en Mongolie et à travers le monde – de partager les connaissances, les expériences et les solutions relatives au secteur.

Le site « peut rendre l'expérience mongole visible à l'étranger et apporter au pays les leçons apprises ainsi que les exemples de l'étranger », selon Ilaria Dali, directrice adjointe de la DDC en Mongolie. Il répertorie les études et les enquêtes récentes sur le secteur, de même que les événements à venir. Une page est consacrée à l'apprentissage en ligne: textes de loi, vidéos et conseils d'expert sont à portée de clic.

« L'exploitation minière artisanale durable permet de transformer les ressources minérales en un moyen de subsistance pour les populations défavorisées et les générations futures, tout en préservant l'environnement », se félicite Jürg Schneider, responsable des programmes de la DDC en Asie orientale. ■

bénéficient de soins de santé ainsi que d'eau potable et peuvent offrir une éducation à leurs enfants.

« Je vois enfin le soleil à travers les nuages. Mes trois enfants et mes neuf frères et sœurs vont bien. Nous ne mourons plus de faim », témoigne Myadagbadam Chilkhaa. Cette jeune mère, veuve, est devenue l'une des leaders de

la communauté des mineurs, qui a su faire reconnaître les droits humains et l'intégration des femmes au fil des années.

### Partager les connaissances

Un cadre juridique pour l'entier de la branche a été instauré. Une plate-forme

L'exploitation minière à petite échelle peut être un important moteur de développement. En Mongolie, de nombreux mineurs, qui travaillaient autrefois dans des mines informelles, bénéficient désormais d'une protection juridique et du système de sécurité sociale national.

© DDC

# AGENDA 2030 : LA SUISSE SUR LA BONNE VOIE

Où se situe la Suisse dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable ? Un rapport du Conseil fédéral présenté récemment aux Nations Unies répond à cette question. Si de nombreuses avancées ont été réalisées, il reste encore beaucoup à faire pour construire un monde meilleur.

Texte : Luca Beti

Il a fallu plus de deux ans pour dresser un état des lieux. Toutes les pièces du puzzle ont dû être assemblées afin de déterminer où se situe la Suisse dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Dans un rapport concis, le Conseil fédéral présente les mesures déjà prises et précise les étapes à venir pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030.

## La Suisse en bonne position

Le processus interdépartemental a été initié en 2015 sur mandat du Conseil fédéral, sous la direction de la DDC et de l'Office fédéral du développement territorial. Il a touché l'ensemble de l'administration fédérale. Les cantons, les villes, les communes et les acteurs non étatiques ont également été associés à la rédaction du rapport par le biais d'une consultation en ligne. La plate-forme « Dialogue 2030 pour le développement durable » ainsi que le « Groupe d'accompagnement Agenda 2030 » ont, en outre, été mis en place pour donner la parole aux représentants de la communauté scientifique, de la société civile, de l'économie et de la jeunesse.

« Nous n'avons encore atteint aucun des 17 ODD », déclare humblement Christoph Lang, de la DDC. Il souligne, néanmoins, que des avancées ont été réali-

sées, notamment dans les domaines de la protection contre les risques naturels, de la cohésion sociale et du développement durable. La fondation allemande Bertelsmann confirme cette évaluation. Elle dresse, chaque année, un bilan des progrès accomplis par chacun des pays dans le cadre de l'Agenda 2030. Ainsi, dans le « SDG Index and Dashboards Reports 2017 », la Suisse se hisse au 8e rang sur un total de 157 États. La Suède, le Danemark et la Finlande occupent la tête du classement.

La performance helvétique n'est pas due au hasard. Le développement durable jouit d'une longue tradition dans notre pays. Il bénéficie, depuis 1999, d'un mandat constitutionnel, promu au niveau national à travers la stratégie pour un développement durable et à l'étranger par le message concernant la coopération internationale.

## Plus de trois planètes pour les Helvètes

La Suisse ne peut, toutefois, pas se reposer sur ses lauriers. Elle a encore un long chemin à parcourir pour atteindre, par exemple, le sous-objectif 1.2. Celui-ci demande que le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté national soit réduit de moitié. L'égalité entre les sexes, tel que prescrit par l'ODD

5, reste également à mettre en œuvre. Le rapport Bertelsmann s'inquiète surtout de l'exploitation disproportionnée des ressources naturelles et de la pollution sur le territoire helvétique. Comme pratiquement la totalité des 35 pays de

## UNE FEUILLE DE ROUTE UNIVERSELLE

« Ne laissez personne derrière. » Cet appel, lancé par le Secrétaire général de l'ONU de l'époque Ban Ki-Moon, a été entendu par 193 États membres de l'organisation, dont la Suisse. Celle-ci a adopté, en septembre 2015, l'Agenda 2030. Lequel est une sorte de boussole permettant de s'orienter vers le développement durable. Les grands défis de la planète, tels que l'extrême pauvreté, le changement climatique ou la dégradation de l'environnement y sont abordés aux niveaux national et international. La feuille de route comprend 17 objectifs de développement durable et 169 sous-objectifs, valables pour tous les pays de la planète. Fondée sur les trois dimensions du développement durable (économie, société et environnement), elle inclut également des objectifs de promotion de la paix et de l'État de droit.



l'OCDE, la Suisse doit mettre les bouchées doubles si elle entend réaliser les ODD 12 et 13. Le premier porte sur la promotion de modèles de consommation et de production durables; le second exige l'adoption de mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses conséquences.

«S'agissant de son empreinte écologique, la Suisse fait figure de pays en développement», souligne Michael Gerber, représentant spécial pour le développement durable mondial. Si le monde entier adoptait le même mode de vie que les Suisses, trois planètes seraient nécessaires à ses besoins. Ce déséquilibre entre consommation des ressources naturelles et capacité de la nature à régénérer celles-ci persiste depuis des années.

Si la Suisse est championne du monde du recyclage, elle fait pâle figure en matière de déchets. Tout Helvète en produit 716 kg par an. Réduire cette montagne de détritiques ne sera pas chose aisée. L'administration fédérale souhaite relever ce défi en définissant une stratégie nationale.

### Que de nourriture gaspillée!

La mondialisation, avec pour corollaire la consommation de biens en provenance de l'étranger, a également accru l'impact environnemental de la Suisse. Mais la cause principale de cette hausse reste la nourriture que nous jetons tous les jours à la poubelle. Plusieurs études ont montré que, dans notre pays, près d'un tiers des aliments étaient jetés, avant même d'arriver sur la table. Il s'agit d'un phénomène inquiétant que les organisations de défense des consommateurs, les détaillants, la Confédération et les cantons entendent combattre par des campagnes de sensibilisation.

Alors que le gaspillage alimentaire constitue une préoccupation en Suisse, les pays en développement sont confrontés à un autre problème: la perte de semences et de céréales immédiatement après la récolte. La Confédération soutient des projets visant à réduire les déchets alimentaires tout au long de la chaîne de production, de la ferme à la table. Elle attend également des multinationales basées en Suisse qu'elles respectent les droits humains ainsi que les

normes environnementales et sociales internationales.

En juillet, la Suisse et 46 autres pays ont présenté à New York leur premier rapport détaillé sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, à l'occasion du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable. «Les objectifs du Millénaire pour le développement avaient déjà déclenché une sorte de compétition entre les pays: un mécanisme que l'Agenda 2030 a renforcé», se félicite Michael Gerber. La Suisse compte bien participer à cette course. En faisant le point de la situation, elle a jeté les bases pour pouvoir continuer, après les mots, à construire un monde meilleur. ■

La Suisse est championne du monde dans le recyclage des emballages en PET avec un taux de 83%, mais accuse un grand retard dans le domaine des déchets alimentaires.

© Frieder Blickle/laif



# DDC INTERNE

## MIEUX VIVRE GRÂCE À LA SCIENCE

(rhy) L'accès à l'eau potable et à l'assainissement nécessite de nouvelles technologies pouvant être mises en œuvre par des acteurs publics et privés dans les pays en développement. Plus de 660 millions de personnes à travers le monde restent privées d'eau salubre et quelque 4,5 milliards manquent d'installations sanitaires correctes. Par le biais de l'Institut fédéral suisse des sciences et technologies de l'eau, la DDC encourage de nouvelles approches, notamment la gestion zéro déchet dans les écoles ou des directives pour déshydrater les boues fécales dans les eaux urbaines. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie locales.

**Durée du projet:** 2018-2021

**Volume:** 2,6 millions CHF

## COLOMBIE: AIDE HUMANITAIRE AUX PLUS VULNÉRABLES

(schol) En raison de la crise au Venezuela, des milliers de personnes ont fui en Colombie. Elles sont désormais victimes du perpétuel conflit frontalier entre les deux pays qui, à son tour, a déclenché une crise humanitaire. La DDC soutient un projet du Conseil norvégien pour les réfugiés visant à réduire la vulnérabilité des populations touchées. Ce dernier apporte une aide humanitaire aux plus défavorisés, améliore l'accès à l'éducation et prévient les risques d'enrôlement des enfants dans les conflits armés. Enfants, jeunes, réfugiés vénézuéliens et déplacés internes sont les principaux bénéficiaires.

**Durée du projet:** 2017-2019

**Budget:** 1,55 million CHF

## MACÉDOINE: AMÉLIORER LE POUVOIR LÉGISLATIF

(tarli) Les Parlements sont des piliers de la démocratie. Ils représentent les

intérêts des citoyens, garantissent la qualité des lois et contrôlent le pouvoir exécutif. La Suisse assiste, depuis 2009, le Parlement de Macédoine dans la création d'un institut parlementaire. Un nouveau projet vise désormais à renforcer l'Assemblée de la République de Macédoine dans sa fonction d'organe de contrôle et de législateur. En collaboration avec l'institut parlementaire, les élus, ainsi que différentes commissions et organisations de la société civile, s'engagent pour un Parlement transparent, professionnel et proche des citoyens. Ils encouragent une culture politique du dialogue et de la responsabilité.

**Durée du projet:** 2017-2029

**Volume:** 11 millions CHF

## BANGLADESH: SOUTIEN À L'HÔPITAL DE COX'S BAZAR

(ung) Depuis les violences d'août 2017 dans l'État de Rakhine au Myanmar, près de 700 000 Rohingyas ont quitté le pays pour se réfugier au Bangladesh. Dans la région de Cox's Bazar où vivent quelque 2,5 millions de Bangladais, le système de santé était déjà débordé avant la crise. Prodiguer les soins médicaux nécessaires aux réfugiés qui viennent d'arriver constitue donc un énorme défi. La Suisse a fourni au principal hôpital du district différents appareils de diagnostic médical ainsi qu'une centaine de lits.

**Durée du projet:** 2017-2018

**Volume:** 420 000 CHF

## BANGLADESH: DYNAMISER L'ÉCONOMIE

(bm) Ayant enregistré une croissance économique de 6% en moyenne ces quinze dernières années, le Bangladesh aspire à rejoindre la catégorie des pays à revenu moyen d'ici à 2024. Pour l'heure, l'embellie ne profite pas à

l'ensemble de la population. Les nouveaux emplois dépendent largement du secteur manufacturier, qui connaît des conditions de travail précaires. Afin d'améliorer la situation, la DDC soutient un modèle de développement décentralisé qui crée des opportunités économiques destinées aux personnes défavorisées et marginalisées. Ainsi, dans deux municipalités urbaines et périurbaines, elle développe et met en œuvre une stratégie commune entre acteurs publics et privés ainsi que société civile. L'identification des opportunités par les protagonistes locaux se trouve au cœur du projet. Ce modèle décentralisé doit favoriser une économie plus dynamique, compétitive et performante. Il est appelé à être reproduit au niveau national.

**Durée du projet:** 2018-2019

**Volume:** 1,43 million CHF

## BOSNIE ET HERZÉGOVINE: RENFORCER LES COMMUNES

(bloin) La demande d'adhésion de la Bosnie et Herzégovine à l'Union européenne a été acceptée en 2016. Afin qu'elle puisse être entérinée, le pays doit satisfaire encore de nombreux critères. Deux associations de villes et de grandes communes coordonnent les 144 administrations locales du pays. Un projet de la DDC entend les rendre plus efficaces pour renforcer leur capital-confiance et créer des conditions favorables à la décentralisation. Il s'agit de donner au pouvoir exécutif les moyens de répondre aux besoins des citoyens et de préparer le pays à une adhésion effective à l'UE.

**Durée du projet:** 2018-2021

**Volume:** 2,062 millions CHF



SITE GROUP

Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun Svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC

unicef

B 10419

# AIDE HUMANITAIRE VERSUS COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Débat sur les deux outils d'aide à l'étranger, dont les mandats, l'horizon temporel et les crédits varient.

Texte : Jens Lundsgaard-Hansen

L'aide humanitaire apporte un soutien aux personnes dont l'existence est gravement menacée par les guerres ou les catastrophes naturelles. Et ce, de manière inconditionnelle, en toute neutralité, avec flexibilité et dans les plus brefs délais. Les opérations de secours, qui fournissent eau, nourriture, médicaments, tentes et couvertures, sont réduites ou prennent fin une fois la crise quelque peu apaisée.

Le Comité international de la Croix-Rouge et le Corps suisse d'aide humanitaire symbolisent, dans le monde entier, cette assistance en cas de détresse et de catastrophe.

La coopération au développement poursuit, elle, d'autres objectifs. Ses projets contribuent à améliorer durablement les conditions de vie dans les pays défavorisés et fragiles. Ils tentent de remédier aux causes des conflits et de la pauvreté. Aide à l'auto-assistance, promotion de la paix et lutte contre l'indigence constituent les lignes directrices. Des objectifs qui passent par l'accès à l'alimentation, à la santé, à l'éducation et à l'emploi. Les questions politiques sont omniprésentes : dans quels pays opter pour la coopération au développement ? Avec quelles priorités ?

Il s'agit donc de deux concepts bien distincts. Notons que l'aide humanitaire jouit d'une meilleure acceptation dans notre Suisse neutre. La télévision retransmet les distributions de nour-

riture, d'eau et de couvertures sur les terrains en crise. L'impact de la coopération au développement, qui agit sur le long terme, se révèle souvent moins tangible.

## Crises plus longues

Le monde réel ne correspond, toutefois, plus à ces deux concepts (théoriques). « L'aide humanitaire intervient aujourd'hui dans un contexte totalement différent de celui pour lequel elle a été créée », écrivait, voici près de quinze ans déjà, la chercheuse Catherine Götzeil. « Le schéma d'une guerre, suivie de la paix puis de la reconstruction et enfin du retour à la normalité a vécu », explique pour sa part Simone Droz, responsable des programmes « conflits et droits humains » de la DDC. Les crises durent de nombreuses années, comme l'illustrent celles de la Corne de l'Afrique ou du Proche-Orient. Les États se délitent, les rebelles et les seigneurs de guerre marquent les conflits de leur empreinte, les populations fuient. S'ajoutent aux crises existantes sécheresses et inondations. L'expression « crise prolongée » est établie de longue date. Quelles en sont les conséquences exactes pour l'aide humanitaire et la coopération au développement ? L'axe stratégique adopté par la DDC est clair : les deux concepts sont liés. « L'aide d'urgence ne suffit pas. Les populations ont besoin de soutien et de perspectives pour s'en sortir. Faute de

Le système d'approvisionnement en eau du camp de réfugiés d'Azraq, en Jordanie, est un projet relevant de l'aide d'urgence et de la coopération au développement. Sur la photo, un employé de l'Unicef qui gère l'installation financée et réalisée par la Suisse : Saleh Al-Sharabati.

© Christian Zeiler

## AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

L'aide humanitaire de la Suisse poursuit trois objectifs prioritaires : aide d'urgence, reconstruction/réhabilitation, prévention des catastrophes. La majeure partie des fonds est destinée à des programmes et à des projets menés par des œuvres d'entraide ainsi que des organisations multilatérales, comme le Comité international de la Croix-Rouge et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies. Ces acteurs sont à même d'assurer sur place une aide rapide et efficace. Lier aide humanitaire et coopération au développement devient de plus en plus important, particulièrement dans les régions en proie à des crises qui perdurent.

quoi, la crise aiguë n'a aucune chance de cesser», relève Markus Glatz, de la Coopération Sud à la DDC. Un exemple: fournir des seaux d'eau dans les camps de réfugiés qui perdurent depuis des années au Proche-Orient est insuffisant. Une gestion de l'eau à plus long terme, des stations de traitement et des puits sont indispensables. Dans la Corne de l'Afrique, si l'aide alimentaire et l'eau représentent des besoins urgents, des campagnes de vaccination des animaux ainsi que des systèmes d'irrigation et d'alerte précoce en vue des prochaines sécheresses s'avèrent nécessaires également. La frontière entre aide humanitaire et coopération au développement n'est plus aussi évidente aujourd'hui», résume Pia Hänni de l'Aide humanitaire à la DDC.

Les œuvres d'entraide suisses abondent dans le même sens. Dans les cas de crises permanentes, comme en Syrie, les deux domaines vont de pair. «Après une phase d'aide d'urgence la plus courte possible et celle de la reconstruction (entre deux et cinq ans), vient la coopération au développement à long terme», précise Odilo Noti, responsable de la communication chez Caritas. «Ces deux domaines d'action interviennent simultanément.»

## Dépasser les lignes de démarcation

Tout cela peut sembler évident. Où réside donc le problème? Depuis les années 70, l'aide humanitaire et la coopération au développement sont soumises à la même «Loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales». Leurs projets ont, pourtant, des horizons temporels différents et dépendent chacun de secteurs distincts au sein de la DDC. De surcroît, le Conseil fédéral et le Parlement leur accorde des crédits-cadres séparés. D'où certaines lignes de démarcation. «Nous devons balayer ces distinctions de nos esprits», affirme Simone Droz. Il s'agit, sur le terrain, de travailler ensemble de manière simple.

Dans la Corne de l'Afrique par exemple, l'argent est investi dans les projets des deux domaines et le personnel local contribue aux deux approches.

Les questions d'argent et de distinctions se retrouvent également dans les débats politiques. Les partis gouvernementaux perçoivent le rôle de la coopération internationale de façon très différente. L'UDC juge l'aide au développement inefficace, onéreuse et renforçant indirectement les régimes corrompus. L'accent doit être mis sur l'aide humanitaire «dans la bonne tradition suisse». «Ce rôle utile peut être comparé à celui d'un secouriste en bordure de terrain, toujours prêt à offrir une aide rapide, non bureaucratique, discrète et impartiale», note le parti dans son programme. Le conseiller national Maximilian Reimann (UDC/AG) exige, en outre, une «réduction drastique du budget de la DDC». Il incombe ensuite à celle-ci de répartir ses dépenses entre aide humanitaire et coopération au développement.

Un point de vue que ne partage pas le parti socialiste. Ce dernier revendique, dans son programme, «une augmentation de l'aide publique au développement et (...) une solidarité internationale concrète dans le contexte de la colonisation, de l'esclavage et du racisme anti-noirs auquel la Suisse a, elle aussi, participé. De tels crimes contre l'humanité sont à jamais imprescriptibles.» Lesquels «nous obligent (...) à assumer notre passé» et à réparer les injustices commises «matériellement et moralement». La conseillère nationale Mattea Meyer (PS/ZH) a déposé, en mars dernier, une motion demandant que «des fonds supplémentaires, de 85 millions de francs, soient alloués dans les meilleurs délais» à l'aide humanitaire. Et ce, en sus du budget accordé à la coopération au développement. «Les deux domaines sont indispensables et ont droit à une hausse des montants. La Suisse enregistre des excédents de plusieurs milliards année après année, tandis que le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, par manque de moyens,

doit effectuer des coupes dans l'aide alimentaire d'urgence», relève la parlementaire. Accroître l'engagement de la Suisse est donc la moindre des choses, selon elle.

Eva Schmassmann, d'Alliance Sud, se dit également convaincue que l'aide humanitaire et la coopération au développement ne doivent pas être dissociées. Or, cette situation se présente fréquemment lorsque les budgets sont réduits, comme ce fut le cas récemment, souligne-t-elle. L'aide humanitaire étant mieux acceptée, les diminutions budgétaires s'effectuent généralement aux dépens de la coopération au développement. «Il s'agit d'une vision à court terme. Ces économies réduisent le travail de prévention, lequel permet précisément d'éviter à long terme l'émergence de crises.» Lier aide humanitaire et coopération au développement se révèle donc judicieux, si tant est que cette dernière n'est pas soumise à des contraintes supplémentaires. Son action ne peut, par exemple, pas se limiter aux terrains qui requièrent une aide humanitaire d'urgence, selon Eva Schmassmann. De manière générale, l'aide au développement doit se concentrer sur les pays les plus pauvres. Pour conserver une marge de manœuvre suffisante, les fonds alloués à la coopération internationale dans son ensemble doivent être augmentés, conclut Eva Schmassmann. ■

### LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT EN TÊTE

La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) prévoient de consacrer 11,1 milliards de francs à la coopération internationale entre 2017 et 2020. Ce montant est réparti en crédits-cadres, alloués à la coopération au développement (70%), à l'aide humanitaire (19%), à la coopération avec l'Europe de l'Est (9%) ainsi qu'aux mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine (2%). À noter que l'aide humanitaire ne concerne pas le Seco, mais seulement la DDC.

Carte Blanche

# LE PONT DES TOXICOMANES

Le détecteur de l'aéroport de Kaboul indique la présence d'héroïne sur mes bottes. J'en ai presque fait une attaque. Je n'ai jamais fumé de toute ma vie, pas même une cigarette. Ma première réaction a été d'envoyer un message à mon petit ami en Allemagne pour lui demander à quoi ressemble l'héroïne.

Mais avant que je ne puisse lire sa réponse, la police débarque. Un agent saisit mon téléphone et mon passeport. Il examine toutes les pages du document et pose des questions stupides sur les nombreux visas qui y figurent, comme si j'étais un baron de la drogue. Après plusieurs heures d'interrogatoire, on me laisse enfin partir. J'ai failli rater mon vol. Je suis la dernière à entrer dans l'avion. La porte se referme juste derrière moi. Je n'ai même pas eu le temps de nettoyer mes chaussures. Durant tout le reste du voyage, je m'inquiète

à l'idée de faire sonner d'autres détecteurs, ce qui n'arrivera finalement pas.

L'incident continue de me préoccuper le lendemain, alors que j'assiste à la présentation de mon film. Je ne parviens pas à me concentrer après la projection et dois demander à mes interlocuteurs de répéter leurs questions. La drogue est la substance la plus pertinente qui puisse être trouvée sur mes bottes. L'endroit où je vis à Kaboul est proche du plus grand marché de la drogue. Je traverse celui-ci matin et soir. Il s'agit du pont appelé «Puli Sukhta», qui signifie «le pont brûlé». Des milliers de toxicomanes y vivent jour et nuit. Ils traînent, fument, achètent de la drogue et dorment. Leur présence attire autour du pont de nombreux spectateurs, qui les observent sans relâche comme s'ils étaient au zoo ou au cirque.

La plupart de ces toxicomanes ont vécu l'exil en Iran. C'est dans ce pays qu'ils ont commencé à expérimenter les drogues. Ils dérobent les passants, les menaçant parfois avec une seringue usagée. Certains ont le VIH. Bien qu'il ne me soit personnellement rien arrivé de tel, j'ai la phobie du sida. J'effectue très souvent un test de dépistage pour m'assurer de ne pas avoir été contaminée.

J'ai l'impression de regarder des films de zombies, en les observant marcher lentement, traverser le pont, se soulager sur les rives de la rivière ou se laver dans ses eaux sales. Le plus triste à mes yeux, c'est le destin que leur souhaitent de nombreuses personnes: leur mort dans un attentat-suicide qui aurait lieu sous le pont. C'est la solution préconisée par les Afghans pour se débarrasser du problème. Et, après, on se demande pourquoi notre pays va mal. ■



© Jason Brooks

**SHHRBANOO SADAT** (27 ans) est une scénariste, productrice et réalisatrice afghane. Elle vit à Kaboul. Son premier film, *Wolf and Sheep*, a remporté l'Art Cinema Award, lors de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes en 2016. Elle a fondé sa propre société de production, Wolf Pictures, à Kaboul en 2013. Depuis, elle s'est lancée dans un vaste projet de cinq longs-métrages basés sur le journal non publié d'Anwar Hashimi, sa meilleure amie. *Wolf and Sheep*, distribué en Suisse par l'association trigon-film en 2016, en est le premier volet. Le tournage du deuxième, *The Orphanage*, est prévu cette année.



© Bryan Denton/NYT/Reboux/laif



# LES ARTS TATARS AU SERVICE DE LA PAIX

Les traditions culturelles des Tatars de Crimée, parmi lesquelles les danses folkloriques, représentent un riche héritage. Promouvoir le patrimoine de ce peuple oublié contribue à l'équilibre des communautés.

Texte: Zélie Schaller

Originaires des grandes steppes d'Asie centrale, les Tatars constituaient encore l'une des principales ethnies de Crimée avant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, ils ne représentent qu'un peu plus de 10% de cette région autonome, sise au sud-est de l'Ukraine. En 1944, entre 180 000 et 240 000 Tatars ont été déportés et dispersés en Asie cen-

trale sur ordre de Staline qui les accusait de collaboration avec l'ennemi nazi. Près de la moitié ont trouvé la mort au cours des deux années suivantes.

Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, quelque 250 000 Tatars de Crimée sont retournés vivre dans leur patrie historique, luttant pour leurs droits

nationaux et culturels. Mais des milliers d'entre eux ont fui à nouveau – souvent sous la menace – après l'annexion de la Crimée par la Russie, en 2014, qui a entraîné une hausse des violations des droits humains à leur encontre.

Cette situation a poussé les Tatars de la péninsule à protéger davantage leur





© Sergey Karabalkov

identité culturelle et à préserver leur patrimoine. La situation géographique de cette population musulmane, au carrefour des civilisations entre est et ouest, lui a permis de s'inspirer de différentes cultures, tout en développant ses propres caractéristiques.

### Doux et gracieux

Pour promouvoir cet héritage ainsi que la paix entre les communautés, la DDC soutient diverses activités, notamment des spectacles de danses folkloriques lors de festivals. «Celles-ci sont des entrelacements habiles des modes oriental et occidental, marqués par des pas précis et vigoureux. Elles se pratiquent sur une musique vibrante au cours de cérémonies de mariage notamment. Les mouvements de la main sont doux et gracieux», décrit Ludmyla Nestrlyay, responsable de la communication

du bureau de la coopération suisse en Ukraine.

Un exemple: l'«Agir Ava ve Khaitarma», qui signifie le retour des gens à leur terre natale après la déportation. De manière générale, ces danses sont devenues «un outil très important dans la construction de l'identité nationale», explique Esmâ Adjieva, directrice de l'ONG Alem, qui met en œuvre le projet.

Pour offrir une visibilité aux Tatars de Crimée, tant en Ukraine qu'à l'étranger, la Suisse soutient aussi les travaux de recherche liés aux traditions de ce peuple avant de les diffuser auprès d'experts et du grand public. Une section «Histoire, culture et art des Tatars de Crimée» a été ouverte à l'Académie mineure des sciences d'Ukraine. «C'est incroyable comme ce projet relie les gens qui vivent sur la péninsule et le continent ukrainien», relève Lenura

Khalilova, professeur au sein de cette institution nationale.

Autre étape à venir: l'inscription de l'ornement des Tatars de Crimée, appelé Ornek, sur la liste du patrimoine immatériel mondial de l'Unesco. Le dossier sera soumis l'an prochain, précise la ministre ukrainienne de la Culture, Yevhen Nyshchuk. Cette broderie ancienne transmet les valeurs de la vie. Niyara Abdurakhmanova, étudiante en anglais et en allemand à l'Université nationale des Transports de Kiev, s'exerce au cours d'ateliers. «À la maison, nous avons encore diverses pièces que ma grand-mère a produites dans sa jeunesse, avant d'être déportée. J'aimerais qu'un plus grand nombre de jeunes s'initient à cet art raffiné et beau. Il est si important de transmettre ces connaissances aux générations futures.» ■



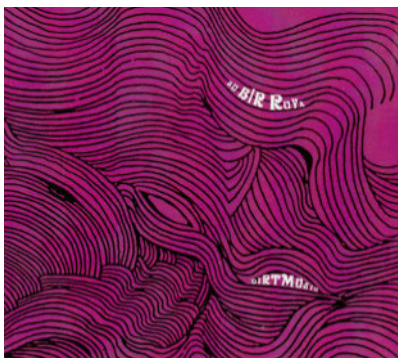


## FAIRE CARRIÈRE DANS L'HUMANITAIRE

Vous travaillez ou souhaitez vous engager dans le secteur de l'aide humanitaire, de la coopération au développement, de la coopération économique ou de la promotion de la paix ? Ne manquez pas le Forum cinfo, le vendredi 16 novembre 2018 à Berne. Le thème de cette nouvelle édition est « The Art of International Cooperation ». Car trouver sa voie dans le monde de la coopération internationale n'est pas une science exacte, c'est un art. Les personnes actives dans ce secteur font rarement carrière en ligne droite. Au contraire, elles doivent apprendre à se frayer un chemin sur un parcours souvent semé d'embûches, mais aussi d'opportunités et de rencontres enrichissantes. Avec plus de 50 acteurs présents (Confédération, ONG, organisations multilatérales, fondations, institutions de formation) et un programme varié, le Forum cinfo 2018 représente un poste de ravitaillement sur votre périple : vous y tisserez de nouvelles relations professionnelles et élargirez vos horizons.

*Date et lieu : 16 novembre 2018, Stade de Suisse à Berne. Programme et billetterie : [www.cinfo.ch/forum18](http://www.cinfo.ch/forum18)*

## MUSIQUE



### INTENSE ET PASSIONNANT

(er) Leurs sons post-punk, techno-funky, mais aussi rock, électroniques, sphériques, urbains et orientaux se révèlent à la fois prodigieusement saturés, envoûtants et tristes. Le groupe Dirtmusic joue des

solos et des fragments de mélodies tantôt claires, tantôt tordues de guitares et du saz, des rythmes hypnotiques de la darbouka et du bendir, ainsi que des accents synthétiques de la yaybahar. Le duo formé par l'Américain Chris Eckman et l'Australien Hugo Race, complété par le visionnaire psychédélique turque Murat Ertel et son collègue Ümit Adakale, avec le soutien de Görkem Şen, l'inventeur de la yaybahar, et des chanteuses Gaye Su Akyol (Turquie) et Brenna MacCrimmon (Canada), crée des paysages sonores sinistres. Des voix sombres et rauques, parfois récitantes, parfois mélodieuses, nous rappellent les dures réalités politiques, telles que la guerre, l'exclusion ou le désespoir des exilés. Un chef-d'œuvre important et passionnant : à écouter à tout moment ! *Dirtmusic : « Bu Bir Ruya » (Glitterbeat Records/Indigo)*

## AMBIANCE DE SAMBA ET DE CHANSON FRANÇAISE

(er) Décédé en 2008, l'acteur-peintre-musicien Dorival Caymmi est l'un des auteurs-compositeurs-interprètes les plus célèbres du Brésil. Ses œuvres évoquent la vie quotidienne dans sa ville natale de Bahia, ainsi que l'amour et le désir. Lio, chanteuse bruxelloise née à Lisbonne, reprend douze de ses titres dans un album-hommage, qu'elle interprète avec délicatesse et densité. La quinquagénaire, devenue une icône en 1980 dans les pays francophones grâce à *Banana Split*, a joué dans plus de 40 films, dont *Pas Douce* de Jeanne Waltz. C'est la première fois qu'elle chante en portugais de sa voix chaleureuse tantôt légère, tantôt mélancolique.



L'impulsion lui a été donnée par le parolier belge Jacques Duvall, qui a aussi travaillé avec Jane Birkin. Ce dernier a rédigé, pour chaque chanson, une strophe en français. Accords de guitare mélodieux, légers accents de basse, doux rythmes de percussion, magnifiques sons d'accordéon, scats et sifflements d'une voix masculine s'unissent pour créer une ambiance de samba avec un air de chanson française. *Lio : « Lio canta Caymmi » (Crammed Discs/Indigo)*

### ENGAGÉ ET FASCINANT

(er) La relève aux célèbres groupes sahariens Tinariwen et Tamikrest est assurée : Imarhan (qui signifie « Ceux dont je m'occupe »), groupe touareg de Tamanrasset, fait parler de lui grâce à un deuxième album fascinant. Dix ans après sa formation, le quintette de l'oasis algérienne, dans un style émotionnel, agité et parfois détendu, propose des solos de guitares sèches rock et éraflés ainsi que des mélodies entêtantes aux accents funk, pop, voire même disco, sur fond de rythmes nomades traditionnels panafricains. Les voix masculines légèrement gutturales, parfois nasales, sont renforcées çà et là par de lumineuses voix féminines pour mieux plaider en dialecte tamasheq l'amour, l'amitié et la cohésion, comme l'annonce

le titre de l'album: *Temet* («Liés»). Un message fort à la communauté touarègue, qui vit dans une région aux frontières disputées entre le Mali et l'Algérie.  
*Imarhan: «Temet» (City Slang/Universal Music)*

## FILMS



### CARGOS, LA FACE CACHÉE DU FRET

(dg) Neuf produits sur dix consommés en Occident proviennent d'outre-mer. Les biens fabriqués à l'autre bout du monde sont souvent moins chers que les articles produits localement et transportés par la route. Et comme le fret aérien est beaucoup plus coûteux que le fret maritime, 90% des marchandises dans le monde sont transportées par mer. Mais quel est le prix réel du transport maritime? Quels sont les chiffres clés de cette industrie mondiale? Qu'en est-il du bilan écologique et du respect des droits humains? Retraçant le transport de biens de consommation courants comme les produits alimentaires ou les vêtements, ce film s'attache à éclairer les zones d'ombre d'une branche qui n'attire pas les regards. Il met en évidence le fonctionnement ainsi que les dangers de l'industrie du transport maritime mondial et montre à quel point l'économie, l'environnement et la société en sont devenus dépendants.  
*Denis Delestrac, «Cargos, la face cachée du fret», Espagne/France 2016, disponible en DVD ou VOD: éducation21, Tél. 031 321 00 22, info@education21.ch, www.education21.ch*

### LES GENS DE LA RIZIÈRE

(wr) Le réalisateur cambodgien Rithy Panh raconte, dans son film *Les gens de la rizière*, l'histoire de Vong Poeuv, de sa femme Yim Om et de leurs sept filles. Symbole de l'harmonie entre l'être humain et la nature, la récolte est mère nourricière. Le film repose sur la force de ses images tout en pureté et en poésie. Il montre comment le cycle de la vie et celui du riz, qui sont étroitement liés, peuvent à tout moment être mis en danger. Le père décède, abandonnant à leur sort la mère et ses sept filles. La veuve est de plus en plus souvent persécutée

par le fantôme de son défunt mari, au point de sombrer dans la folie. Ses filles, en revanche, font preuve d'une force et d'une endurance remarquables. «*Les gens de la rizière* est un voyage au cœur de la culture cambodgienne», explique le cinéaste. Le film permet aux spectateurs d'appréhender la vie des rizières sur le chemin de Siem Reap (Angkor) que les touristes cambodgiens empruntent, fascinés par la beauté du paysage.  
*Rithy Panh, «Les gens de la rizière»: trigon-film dvd en VO sous-titré en d/f/e/i, un «making of» en bonus; www.trigon-film.org*

## EXPOSITION

### L'ART DES PERLES EN AFRIQUE

(bf) Les perles sont omniprésentes dans la culture matérielle du continent africain. Elles décorent les vêtements et les bijoux, mais aussi les symboles de prestige et les objets rituels. Le Musée Rietberg à Zurich consacre une exposition à l'esthétique et à la signification de cet art. La plupart des œuvres ont été réalisées par des femmes. Qu'elles viennent d'Afrique australe, orientale et occidentale, elles présentent une extraordinaire diversité. Les couleurs et les motifs transmettent des messages complexes sur l'âge, le sexe ou l'identité de celle ou celui qui les porte. Aujourd'hui encore, les travaux en perles réalisés en Afrique font l'objet d'innovations esthétiques. De nouvelles formes sont perceptibles dans le design de mode contemporain. Les stylistes africains, tout comme leurs homologues occidentaux, s'inspirent des techniques de tissage et de tressage traditionnelles des perles africaines. Le Sud-Africain Laduma Ngxokolo a, par exemple, transposé les ouvrages de l'ethnie xhosa dans ses créations en tricot.  
*«L'Art des perles en Afrique - La collection Mottas», à découvrir jusqu'au 21 octobre au Musée Rietberg, à Zurich*

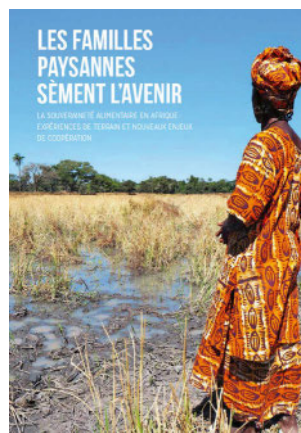


© Simon Delner/SDB Photo

## LIVRES

### UNE BOÎTE À OUTILS POUR FAVORISER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

(zs) Nourrir la planète représente un immense défi, d'autant que la population mondiale ne cesse de croître. La plate-forme Souveraineté alimentaire de la Fédération genevoise de coopération propose des solutions concrètes. Dans un ouvrage intitulé *Les familles paysannes sèment l'avenir - la souveraineté alimentaire en Afrique: expériences de terrain et nouveaux enjeux de la coopération*, elle livre enseignements et bonnes pratiques autour du droit à la terre, des semences ou des modes de culture. Et ce, à travers vingt fiches pratiques richement illustrées. Un exemple: «une ferme-école qui sème l'agroécologie à tout vent» au Mali. L'institution, sise à Benkadi Bugu



près de Ségou, renforce les compétences des jeunes en alphabétisation ainsi qu'en mathématiques appliquées et leur dispense des bases en agroécologie. Les élèves testent ensuite les techniques apprises et les transmettent aux habitants de leur village. Ils deviennent ainsi eux-mêmes des formateurs, en diffusant leurs connaissances, et des modèles aux yeux de contemporains tentés par l'émigration.  
*Fédération genevoise de coopération, «Les familles paysannes sèment l'avenir - la souveraineté alimentaire en Afrique: expériences de terrain et nouveaux enjeux de coopération», Genève, 2018. Informations et distribution: https://fgc.federeso.ch/souverainete-alimentaire, info@souverainetealimentaire.org*

### SOIGNER, TÉMOIGNER ET DÉNONCER

(zs) Un matin, au volant de sa voiture, le médecin Raphaël Pitti écoute France Culture. Il est bouleversé. Un confrère franco-syrien «raconte avec émotion les bombardements, les combats de rue, la guérilla entre les différentes factions et les tortures exercées par le régime de Bachar el-Assad sur les civils syriens et les profes-



sionnels de santé. Je ressens au fond de ma chair chacun de ses mots et j'entends son appel à l'aide. J'ai été médecin militaire sur des zones de combat. Aller soigner là-bas s'impose comme une évidence.» Raphaël Pitti contacte alors le docteur Ahmed, se disant prêt à aider les médecins en Syrie. Le voici aussitôt embarqué dans un «étonnant voyage». Les journées sont denses: les blessés ne cessent d'affluer. Et il faut les évacuer. L'hôpital n'est plus praticable: il vient d'être bombardé. Outre cette douloureuse expérience, le Français relate également son enfance à Oran lors de la guerre d'Algérie, sa vocation, ses missions en Afrique ou dans sa ville, à Metz. Raphaël Pitti, «*Va où l'humanité te porte*», Éditions Tallandier, Paris, 2018

### LES DIFFICULTÉS DE L'EXIL

(zs) Dans un récit autobiographique, l'auteure rwandaise Scholastique Mukasonga évoque ses difficultés à obtenir son diplôme d'assistante sociale en raison de son statut d'exilée. Comme toutes ses camarades Tutsi, elle est contrainte, en 1973, de quitter son pays pour le Burundi – «première étape sur le parcours de l'exil, souvent le début d'une longue errance...». Elle obtient le diplôme dont elle rêve, mais, sans la nationalité burundaise, impossible de trouver un emploi. Obstinée, elle parvient, néanmoins, à exercer son métier dans la région de Gitega. Elle y rencontre son futur mari, coopérant français pour le ministère de la Culture qu'elle suit ensuite en République de Djibouti, puis en France. Pour des raisons administratives, elle ne pourra pas travailler dans ces deux pays. Scholastique Mukasonga reprend alors ses études en 1993 et décroche, une seconde fois, le précieux diplôme. En tant que Tutsi, la narratrice a toujours été étrangère dans son pays. Au Burundi, elle est une exilée et, partout ailleurs, elle sera une apatride. Scholastique Mukasonga, «*Un si beau diplôme!*», Gallimard, Paris, 2018

### DIRE BONJOUR ET PARDON À TRAVERS LE MONDE

(zs) Savoir se présenter, saluer, remercier

ici et ailleurs: chaque pays, avec sa culture, ses traditions et sa langue, possède un savoir-vivre et des expressions qui lui sont propres. À travers l'ouvrage *Le tour du monde des bonnes manières*, les enfants de 7 à 10 ans découvrent que les règles de politesse et les coutumes occidentales ne sont pas universelles. Il existe mille et une manières de présenter ses excuses ou de dire pardon. En Mongolie, si une personne «marche sur le pied de quelqu'un, il va lui serrer la main et lui proposer de marcher à son tour sur son pied. Ce geste, appelé *evtej java* («rester en paix»), est une façon de réparer ce qui est considéré comme une offense», expliquent les auteures. En Inde, pour se punir et se repentir, les personnages du cinéma de Bollywood tirent leurs propres oreilles. Autant d'illustrations qui proposent une approche «de l'autre» permettant aux petits de s'ouvrir au monde. *Émilie Cramatte, Sophie Fourrier*, «*Le tour du monde des bonnes manières*», Rue des écoles, Paris, 2018

### PERDU DANS SON PAYS

(bf) Dantala vit dans les rues de Bayan Layi, petite ville sise au nord du Nigeria. Il vole de quoi pouvoir manger et fume de l'herbe. Lorsque des troubles politiques éclatent, il se réfugie dans une mosquée, dont l'imam devient son mentor. Avec son meilleur ami Jibril, Dantala partage le besoin de comprendre la complexité des événements politiques et religieux qui l'entourent et de les décrire. Né en 1982 à Kaduna, dans le nord-ouest du Nigeria, Elnathan John est écrivain, auteur satirique et avocat. *Né un mardi* est son premier livre. Roman d'apprentissage «coup de poing» situé dans une région dominée par Boko Haram, l'ouvrage est une réussite. Elnathan John y raconte sans fard ni détour la montée de l'islamisme radical dans son pays natal et l'histoire des jeunes hommes qui s'y perdent. *Elnathan John*, «*Né un mardi*», Éditions Métailié, Paris, 2018

### IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien.

#### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

#### Comité de rédaction

Manuel Sager (responsable)  
George Farago (coordination globale)  
Beat Felber, Barbara Hell, Isabelle Kaufmann, Marie-Noëlle Paccolat, Anja Prodóhí, Özgür Ünal

#### Rédaction

Beat Felber (bf – production)  
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (jlh), Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz)  
Ernst Rieben (er)

#### Concept graphique

Communication visuelle DFAE

#### Réalisation

Laurent Cocchi, Lausanne

#### Photolitho et impression

Stämpfli AG, Bern

#### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

#### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@eda.admin.ch](mailto:deza@eda.admin.ch)

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

Internet: [www.deza.admin.ch](http://www.deza.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 47'400

Couverture: Atmosphère crépusculaire sur le Mékong à Vientiane, capitale du Laos; Thomas Linkel/laif

ISSN 1661-1675

## COUP DE CŒUR



### Chasseur de sons aux racines camerounaises

Lucas Niggli et sa formation se sont fait un nom bien au-delà des frontières suisses. Le batteur publie son premier album solo: *Alchemia Garden* (Intakt Records).

Mon enfance au Cameroun a joué un grand rôle dans mon choix de devenir batteur. Je me souviens encore très bien d'avoir été appelé à table au son du tambour. La musique était omniprésente. Plus tard, j'ai introduit ces aspects dans mon jeu de batterie en Suisse. L'Afrique occidentale a fortement influencé mes rythmes, mais j'ai également une formation de musicien-compositeur classique. Je suis chasseur-cueilleur. Que ce soit en Chine ou au Cameroun, en France ou en Norvège, je suis toujours à la recherche de rythmes et de sons originaux. J'ai beaucoup appris de mes rencontres avec des musiciens d'autres cultures. J'aime voyager, étant très curieux de l'inconnu. Jouer avec un percussionniste indien, chinois ou mozambicain est, à chaque fois, un monde différent. Nous n'avons pas du tout la même approche de la dramaturgie, du timbre ou de la présence sur scène. Pourtant, nous pouvons nous adapter et jouer ensemble sans que personne ne renonce à son style. Entre batteurs, nous pouvons communiquer grâce à la musique et au rythme.

(Propos recueillis par Christian Zeier)

« Les élections ont montré une fois de plus que la sous-représentation des femmes est moins un problème de qualification que de hiérarchie au sein des partis. »

Thida Khus, page 15

---

« Je vois enfin le soleil à travers les nuages. Mes trois enfants et mes neuf frères et sœurs vont bien. Nous ne mourons plus de faim. »

Myadagbadam Chilkhaa, page 30

---

« Le plus triste à mes yeux, c'est le destin que souhaitent de nombreuses personnes aux toxicomanes : leur mort dans un attentat-suicide. »

Shahrbanoo Sadat, page 37